L'hebdo des socialistes

N°759
DU 13
AU 19 DÉCEMBRE 2014

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Sarah Proust
•CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Florence Bonetti
• **RÉDACTRICE EN CHEF** Sarah Nafti
• **MAQUETTE** Florent Chagnon (79 44)
• **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé
• **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 0114P11223
• **ISSN** 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 29 000 exemplaires

« Moderniser notre façon de fonctionner »

© Photos Philippe Grangeaud

Le Conseil national qui s'est tenu samedi 13 décembre a permis l'adoption du rapport présenté par Christophe Borgel sur la réorganisation du parti. Il prévoit notamment de simplifier l'adhésion, de renforcer la formation des militants, mais aussi de revoir les outils de communication en misant sur le net, par le biais notamment d'une web TV. Le PS va aussi organiser sept forums thématiques afin de renouer avec la société civile. *« Nous voulons élargir le parti et s'adresser à tous ceux qui sont autour de nous. »* , en particulier aux *« 800 à 900 000 sympathisants. »* , a expliqué Jean-Christophe Cambadélis. Le Conseil national a également validé le calendrier qui mène au Congrès de Poitiers, du 5 au 7 juin : dépôt des contributions le 7 février, vote sur les motions le 21 mai, élection du premier secrétaire le 28 mai.

AGENDA

14 janvier 2015
Vœux à la presse de Jean-Christophe Cambadélis

1er février 2015
Rassemblement des secrétaires de sections

LES INTERVENTIONS

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Chers amis, chers camarades, je vais être extrêmement rapide. Je suis vraiment désolé, moi aussi j'aurais aimé répondre à beaucoup d'interventions, interventions très intéressantes mais l'Assemblée nationale va nous fermer la lumière si on est trop long et il faut quand même voter.
Quatre mots. Premièrement, nous féliciter collectivement du résultat des Etats généraux. Souvenez-vous que lorsque nous avons initié ce processus interactif avec nos militants, on nous avait pronostiqué une explosion en vol, une incapacité de discuter sur le fond, une situation qui devait être la préfiguration d'un congrès qui sera le couteau entre les dents. Bien. Je voudrais remercier à nouveau Guillaume Bachelay pour le travail qu'il a accompli mais on ne peut pas dire que nous en soyons arrivés à cette situation. La seule violence que j'ai connue lors des Etats généraux, elle est noter, tout le monde devrait l'avoir en tête, c'est le fait que pour la première fois depuis 30 ans, les plus anciens s'en souviendront, une réunion d'un parti républicain a été attaquée à coup de barre de fer, de billes d'acier, des camarades ont été blessés et que ceci est une indication de la situation politique, il faut l'avoir en tête.

La deuxième phrase que je voudrais développer : c'est le fait que notre camarade Olivier Girardin, je voudrais le féliciter pour l'action qu'il a menée, lui dire que les propos qu'il a tenus n'étaient pas durs, ils étaient même d'une très grande élégance, une grande intelligence politique et quand on pense ce qu'il pense et qu'on est dans un combat aussi difficile, la manière dont il s'est exprimé visait notre intérêt général, et je crois que nous pouvons l'applaudir. Lui dire que nous sommes d'accord : c'est la bataille du sens. Le sens, ce n'est pas simplement un certain nombre de mesures gouvernementales, même si elles peuvent y concourir. Le sens, c'est la capacité de notre formation politique à fixer un destin collectif à la gauche et à la France. Et évidemment, la formulation actuelle qui est : la droite a échoué, la gauche a échoué et donc le Front national est en capacité d'indiquer un autre chemin est redoutable, d'autant que notre électorat s'abstient. J'indiquerai aussi que notre électorat ne s'abstient pas simplement, et ayons ça en tête aussi tous ensemble, pas simplement parce qu'il serait dubitatif ou en colère ou en réflexion par rapport à tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Mais il s'abstient aussi parce qu'il ne voit pas dans la société actuelle la perspective portée par l'ensemble des forces de gauche. Il s'abstient parce que, aussi, l'ensemble des forces de gauche sont extrêmement divisées, parce que le mouvement syndical est anémié, parce qu'il n'y a plus de dynamiques telles que nous avons pu les connaître dans la période précédente.

Et que ceci doit être un des éléments que nous devons reconstruire. Il n'y a pas d'autre parti à gauche qui puisse le faire. C'est au Parti socialiste d'être en capacité d'offrir cette perspective. Pour cela, il faut être clair sur les objectifs, j'en suis bien conscient, il faut avoir des marqueurs de gauche, évidemment, mais il faut être aussi très unis et très responsables.
Troisième point que je voulais aborder, c'est, bien sûr, le sujet du jour, et remercier Christophe Borgel pour le travail accompli avec l'ensemble des res-

ponsables du parti sur la question de l'organisation. Mes camarades, il ne faut pas couper l'organisation de l'orientation, vieux débat j'en suis parfaitement conscient, mais la question de l'organisation est une question en tant que telle. Ce que nous essayons de faire, c'est de moderniser notre manière de fonctionner, la rendre tout à la fois plus efficace, plus connectée et plus transparente. Je suis à peu près persuadé que c'est ce que nous demande l'ensemble de nos militants. Je suis même persuadé que dans le moment que nous traversons, qui est extrêmement difficile, où nous avons un rapport dans la population extrêmement faible en termes électoral, voire d'adhésion à notre politique. Je pense même que dans cette période, nous pouvons recruter. On ne peut pas concevoir le fait de recruter que dans des périodes d'extension ou de conquête sociale. Il faut aussi être capable de recruter dans des moments de reflux. Et pour cela, il faut s'en donner les moyens.

Enfin, avant-dernière question, il n'était pas anormal que les camarades abordent, dans notre débat du Conseil national, si nous le faisons tous les mois, ou si nous essayons d'avoir un rendez-vous tous les mois, c'est pour cela, les questions de la situation politique et ce que nous allons avoir devant nous dans les semaines et les mois à venir. Nous avons devant nous, pas simplement la loi dite Macron, j'en dirais un mot, mais nous avons devant nous les élections départementales, nous avons devant nous un congrès, nous avons devant nous des élections régionales. Donc une époque et une période politique extrêmement denses, qui nécessitera, je crois, l'énergie de chacun et la plus grande clarté politique.

Sur la question de la loi dite Macron, je crois quand même qu'on n'est pas hors-sol, chers camarades. On prend soin au bureau national, et je sais que c'est fastidieux et que parfois les camarades s'assoupissent, mais quand même, on prend soin au bureau national, tout à la fois de discuter des questions fondamentales mais en même temps d'essayer de définir ce qu'est l'orientation du parti. Or, chers camarades, le Parti socialiste a adopté un mémorandum sur la loi dite Macron. Dans ce mémorandum, qui est porté par Karine Berger, celui-ci a été rendu public. Il exprime un certain nombre de positions. Moi, je veux bien que l'on critique la politique gouvernementale mais on doit le faire à partir de la position du parti, pas le faire simplement comme si le parti était en deçà de la main. Qu'est-ce que dit ce texte ? Il dit des choses extrêmement simples. D'abord, il commence par vouloir enrichir le texte gouvernemental avec une modernisation indispensable des conseils de surveillance. Ce n'est pas un marqueur de gauche, ça ? Deuxièmement, il dit : même si des évolutions au cas par cas sont utiles, le travail du dimanche doit demeurer l'exception et ouvrir droit dans tous les cas à compensation. Ce n'est pas ce qui nous rassemble ? Et alors ? Il n'y a pas une discussion au Parlement ? Est-ce qu'aujourd'hui, on peut dire à cette étape que tout est bouclé ? Ou est-ce qu'il faudrait dire : la position du parti est la bonne et nous demandons à l'ensemble des parlementaires d'agir sur cette position-là pour qu'il y ait une évolution, pour que cette loi soit améliorée, et parce que nous voulons un compromis et nous voulons que ce soit voté à la fin dans le sens de ce que pense le Parti socialiste ? Parce que, chers camarades, personne dans le Parti socialiste ne demande d'abroger le travail le dimanche. Je n'ai pas entendu ça. Personne ne demande dans le Parti socialiste d'étendre le travail du dimanche à l'ensemble des salariés. Personne. Donc nous sommes là dans ce que d'aucuns, et je ne veux pas les citer, parce que je ne veux pas qu'ils soient dans une situation difficile, mais ce que certains ont dit à cette tribune, il s'agit, au cas par cas, dans des domaines particuliers, voir les Champs-Elysées ou autres, de pouvoir avoir des possibilités qui, je l'ai dit, sont, dans le texte, trop importantes mais qui peuvent être possibles pour l'ouverture le dimanche. Moi, je ne fais pas de cette question-là le partage des eaux entre la gauche du parti et la droite du parti sur le nombre de dimanches.

Ce qui m'intéresse au bout, c'est que précisément, si ça s'ouvre, qu'il y ait des garanties pour l'ensemble des salariés, qu'il y ait des repos compensateurs, qu'il y ait des avancées sociales, c'est ça qui m'intéresse, et c'est ça qui permettra au Parti socialiste d'avancer. Mais, je le dis très clairement, chers camarades, les années à venir, les deux ans à venir seront, à mon avis, des années importantes si nous réussissions à obtenir dans l'action gouvernementale un certain nombre de projets de loi. J'ai dit, je l'ai défendu, lors des Etats généraux, je le redirai, je souhaite que ce soit le coeur de notre congrès. Il faut que, dans les deux années à venir, il y ait des lois qui démontrent que le Parti socialiste combat réellement les inégalités. Et de ce point de vue, je n'ai rien à retrancher à ce qu'a dit Olivier Girardin sur le sens du combat par les inégalités. C'est le sens exact du combat socialiste.

Enfin, une seule phrase, notre camarade d'Indre-et-Loire a parfaitement raison, ce qui est en train de se passer est très dangereux. Nous avons nos débats, à l'évidence, mais il y a quelque chose qui pose un gros problème sur les élections départementales, c'est le fait que nos partenaires sont en train de refuser, bien souvent, les négociations pour avoir des positions communes lors des élections départementales. On voit ce que ça donne dans ces cas-là : 12,5% des inscrits, nous ne les aurons pas. Et nous allons nous auto-éliminer lors de ces élections. Ce ne serait pas grave si à chaque fois ce n'était pas le Front national qui prendra notre place.

Et deuxièmement, quand nos partenaires, PC et Verts, disons-le, réfléchissent à un accord pour pouvoir nous battre lors de ces élections. Je dis que fixer comme objectif qu'une partie de la gauche batte une autre partie de la gauche, eh bien, on parlait de période historique, on verra que cette attitude de division de la gauche ou de concurrence entre la gauche est ou aura été un des éléments de la montée irrésistible du Front national. Merci.

GUILLAUME BACHELAY

Chers camarades, cher Jean-Christophe., peu de semaines nous séparent de notre précédent conseil national mais une activité importante les a cependant rythmées.

L'actualité internationale a suscité chez chacune et chacun d'entre nous des sentiments contrastés. Il y a eu la joie immense à l'annonce, mardi dernier, de la libération, après trois ans de détention, de notre compatriote Serge Lazarevic, le dernier de nos compatriotes retenus en otage dans le monde.

Il y a eu l'horreur. L'horreur il y a peu d'un mois, après l'assassinat par Daech de Peter Kessing, militant humanitaire américain âgé de 26 ans. L'effroi après l'attentat qui a frappé l'institut français d'Afghanistan, à Kaboul, c'était avant-hier. Et puis l'espoir, aussi, avec la transition démocratique qui est engagée au Burkina Faso. Et puis la confiance en la vitalité de la francophonie dans la mondialisation, constatée lors du sommet de son organisation internationale. La confiance dans l'unité linguistique et la diversité culturelle qui font la richesse de l'espace francophone dont témoigne l'élection à la tête de l'OIF de Michaëlle Jean, Canadienne d'origine haïtienne, première femme à occuper cette responsabilité.

La situation au Proche Orient a également appelé notre mobilisation. Amis du peuple israélien et du peuple palestinien, les socialistes défendent de longue date la solution des deux Etats avec Israël vivant aux côtés d'un État palestinien viable et démocratique. C'est pourquoi, c'était le 2 décembre, nous nous sommes félicités de l'adoption par l'Assemblée nationale de la résolution proposée par notre groupe, invitant le gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine. Une déclaration du bureau national le rappelle : cette résolution s'inscrit dans la volonté constante d'avancer vers la paix et la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens, fondée sur l'existence de deux Etats souverains et démocratiques vivant côte à côte en paix et en sécurité sur la base des lignes de 1967 avec Jérusalem comme capitale, conformément aux résolutions des Nations unies. Je termine la citation de notre communiqué.

La relance du processus de paix à laquelle souhaite contribuer cette résolution. Acte d'humilité, de gravité, de responsabilité qui est indispensable tant la situation, et chaque jour, hélas, le confirme, semble aujourd'hui bloquée. Et comme le dit Laurent Fabius à la tribune de l'Assemblée nationale : nous savons les ravages que créent, des deux côtés, et ailleurs, l'absence de perspectives concrètes de solutions. La série d'attentats qui ont tué ou blessé des civils israéliens à Jérusalem et Tel-Aviv, actes ignobles que nous avons fermement condamnés, ainsi que la mort du ministre palestinien Ziad Abu Eïn, jeudi dernier, en sont de tragiques illustrations.

Et puis il y a l'Europe. Nous l'écrivions le mois dernier dans le mémorandum rédigé par notre secrétaire national, notre camarade Philippe

Cordery, pour éviter la déflation qui pend au nez du continent, il est urgent d'agir et d'agir vite. Le plan d'investissements élaboré et présenté par la commission européenne, 315 milliards d'euros, est un premier pas satisfaisant, mais insuffisant. Premier pas satisfaisant, et il faut le dire, et nous l'avons dit, car la priorité donnée à la transition énergétique, au numérique, à la recherche, constitue une avancée positive. Et c'était d'ailleurs une demande, une conquête des socialistes et des socio-démocrates européens. Mais son montant global et la part des ressources publiques mobilisées demeurent trop faibles tandis que la part de redéploiement de certains crédits budgétaires utilisés pour ce plan, elles, est trop forte. Reste qu'il s'agit d'une évolution réelle qui signe que la page des années Barroso ce tourne enfin, que la réorientation des politiques européennes en faveur de la croissance, de l'emploi, de l'avenir que le président de la République porte depuis 2012 auprès de nos partenaires et des institutions communautaires, cette réorientation gagne du terrain. Je note au passage que la part supplémentaire que chaque État apportera au fonds d'investissements créé ne sera pas prise en compte dans le calcul de ses déficits. C'était donc possible comme nous sommes quelques-uns à l'écrire et le dire depuis quinze ans. Mais il faut aller plus loin, plus fort, plus vite et surtout ne pas relâcher l'effort car déjà des tentations et même des tentatives de faire machine arrière se manifestent. En témoignent, notamment, les propos absolument inadmissibles du commissaire européen Oettinger qui, chargé du numérique, ne doit pas connaître d'autres langages que binaire. Il n'est pas le seul responsable en Europe, disons le seul responsable ordo-libéral, pour faire court et diplomatique, à s'être autorisé ces derniers temps à donner des leçons aux Etats qui composent l'Union. Lisez l'entretien ce matin même dans le Figaro, dans les pages saumon, du président de la Bundesbank, qui s'en prend à la politique monétaire, pourtant offensive, réactive, décidé par Mario Draghi avec le soutien de la France.

Ces doctes docteurs en doctrine devraient savoir, analysant de près les résultats de la croissance ces derniers trimestres, qu'aucune nation parmi les 28 ne s'en sortira dans les autres ni contre les autres. Ils devraient aussi, dans leurs rappels des règles qui doivent, c'est vrai, être respectées, d'une part, tenir compte de la conjoncture, et de l'autre part, ne pas oublier que parmi les règles communes à respecter dans l'Union, celle qui doivent s'appliquer aux Etats réalisant des excédents extérieurs excessifs, ces règles-là, aussi, doivent être respectées.
La seule voie en Europe, la seule voie pour l'Europe, c'est la solidarité et elle passe notamment par, nous l'avons écrit, nous l'avis dit, nous nous mobilisons pour cela, socialistes français, avec nos camarades parlementaires européens, par des investissements concrets et rapides dans les territoires, la mise en place d'une taxe ambitieuse à la hauteur sur les transactions financières, une lutte implacable contre l'évasion fiscale, une fiscalité qui taxe les profits là où ils sont réalisés, en particulier dans l'économie digitale, ainsi que des programmes industriels et de recherche partagés qui permettent, à l'instar d'Ariane 6, ou ce que nous avons vu avec la sonde Rosetta, les succès européens de demain. Sur tous ces chantiers, la France est à l'avant-garde.
La France, justement, et son redressement, indispensable, dans toutes ses dimensions, indissociables, pour lequel nous devons agir et réussir alors que nos concitoyens, nous le savons, sont en attente de résultats et de repères. Et la législative dans l'Aude, notre camarade Olivier Girardin a porté nos couleurs, en est une illustration.

Pour nous, le redressement du pays passe par l'investissement dans l'éducation et la jeunesse. La refondation de l'école donne de premiers résultats, comme tu l'as souligné, Colombe. Le nombre de places ouvertes aux différents concours de professeurs, le nombre d'étudiants qui s'y inscrivent augmenteront sensiblement en 2015. Autre réalité, l'élaboration d'un plan ambitieux contre le décrochage scolaire et l'annonce par le Premier ministre, c'était au congrès des maires, de la pérennisation au-delà de 2015-2016 du fonds d'amorçage dédié au développement des activités péri-scolaires qui sera un fonds de soutien aux communes.

Ces avancées, qui font écho à d'autres, priorité au primaire, le dispositif plus de maîtres que de classes, le recrutement, j'en ai parlé, les emplois d'avenir professeurs, l'accompagnement des élèves en situation de handicap, la morale laïque, en attendant d'autres évolutions qui concernent les programmes ou l'éducation prioritaire dont la réforme nécessaire par l'explication et la concertation. Nous devons les porter, car quand on est socialiste, mes camarades, l'école, c'est le premier sujet, le premier projet, le premier budget. Et d'autres progrès sont engagés, nous l'avons évoqué dans le mois qui vient de s'écouler : la nouvelle carte des régions a été votée ici même à l'Assemblée, il y a quelques jours, couplée à la loi sur les métropoles et celle prochaine sur les compétences, elle doit établir une architecture territoriale plus cohérente, plus adaptée aux défis de la mondialisation, conjuguant la solidarité, la proximité, l'efficacité, selon le mot d'ordre que, dans son mémorandum concernant ce sujet, notre parti a affirmé. Et ce triptyque doit continuer, je le dis, d'inspirer le gouvernement et nos parlementaires lors des prochaines discussions relatives aux collectivités territoriales.

Nous avons aussi souligné les chiffres encourageants en matière de sécurité, qui commencent à traduire dans les territoires, auprès de nos concitoyens, nos choix budgétaires qui ont stoppé, enfin après dix ans de politiques de droite, la diminution des effectifs et accru, commencé d'accroître, les moyens mis à la disposition des policiers, des gendarmes, des magistrats, pour qu'ils puissent accomplir leurs missions.

Dans le même temps, plusieurs mesures de justice sociale ont été prises. J'en évoque deux très rapidement. La prime d'activité d'abord. Nous sommes nombreux à la proposer depuis plusieurs années, qui se substituera le 1er janvier 2016 à la prime pour l'emploi et au RSA activité. Elle sera perçue par les travailleurs aux revenus modestes, sans décalage d'un an et elle intègrera, c'est une innovation que je souligne, qui est importante, les travailleurs de moins de 25 ans. Pour lutter plus efficacement contre la pauvreté des jeunes actifs, notamment, cette mesure est une mesure très importante. Et l'autre décision, c'est la reconduction de la prime de Noël pour les bénéficiaires du RSA, pour nos concitoyens allocataires des minima sociaux, elle marque l'expression de la solidarité nationale pour les plus fragiles.

Nous avons aussi pris position ces dernières semaines, et même ces derniers jours, dans le débat public, en particulier dans le champ économique et social, aux organisations patronales qui ont initié des défilés contre l'action du gouvernement et de la majorité. Nous avons rappelé la réalité et la nécessité pour les représentants du patronat d'être à la hauteur du moment, à la hauteur de l'effort consenti par la nation, pour la compétitivité et la montée en gamme indispensable de nos entreprises, à la hauteur de la menace déflationniste en Europe, à la hauteur des attentes des entrepreneurs et des salariés eux-mêmes, et puis à la hauteur aussi des engagements pris par le patronat et ses dirigeants eux-mêmes par l'écrit ou sur un pin's.

La France a besoin d'une économie partenaire, non d'une économie d'adversaire, et ça passe par le dialogue social. Les Français attendent du MEDEF qu'ils soient autour de la table des négociations avec un stylo, plutôt que dans la rue pour des manifestations avec un sifflet.

Enfin, comme nous l'avons été à propos de la réforme territoriale, ou du plan européen d'investissements, notre parti a été force de proposition à propos du projet de loi sur la croissance et l'activité, qui a été présenté mercredi dernier. En amont, notre secrétaire national à l'économie, Karine Berger, a été rapporteur d'un mémorandum du parti présenté au secrétariat national, c'était le 25 novembre, puis au bureau national, c'était le 2 décembre, c'est-à-dire avant le texte. Notre parti y affirme la nécessité de réforme de structure en faveur de la croissance laveur ajoutée pour moderniser le pays, réforme qui favorise l'égalité d'accès, l'innovation, la lutte contre les rentes injustifiées. Le débat sur le projet de loi va maintenant s'engager sur l'ensemble de ces dimensions, elles sont nombreuses, et sur les professions réglementées, sur la protection des actionnaires fondateurs de PME, le fonctionnement des conseils de surveillance des entreprises, l'encadrement des rémunérations des cadres dirigeants, le déploiement effectif de la nouvelle doctrine de l'État actionnaire, le travail de soirée. Le parti a formulé ses analyses, ses préconisations ainsi que sur le travail dominical. Et notre premier secrétaire, hier matin encore, a eu l'occasion de s'exprimer précisément sur le sujet.

Mes camarades, au cours du mois écoulé, nous nous sommes mobilisés pour des combats et des causes qui sont au coeur de notre engagement et vous en trouverez trace de ces mobilisations et de ce que je vous ai dit depuis le début de mon propos sans le rapport d'activités qui, comme chaque fois, vous est remis à l'entrée de notre conseil national. Le combat pour les valeurs, les valeurs humaines, les valeurs républicaines : c'est la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Et nous avons dit notre indignation, notre tristesse, notre colère aussi face à l'agression dont a été victime un jeune couple à Créteil, c'était le 1er décembre dernier. Le Premier ministre s'est exprimé devant la représentation nationale, avec des mots justes, avec des mots forts et il a dit la détermination des autorités, rappelé qu'elle avait été d'ailleurs par le ministre de l'Intérieur dimanche dernier à Créteil.

Plusieurs journées ont jalonné ces dernières semaines qui ont été autant d'occasions d'expressions et d'actions des socialistes : 25e anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant, le 21 novembre, et à cette occasion, Marc Mancel et Kamel Chibli se sont exprimés en notre nom. Lutte contre les violences faites aux femmes, c'était le 25 novembre, avec Claude Roiron, notre secrétaire nationale les a relayées. Plusieurs annonces du gouvernement, 40 ans après, nous l'avons célébrée aussi, la grande loi Veil. Et dans le prolongement de la loi du 4 août dernier. La journée internationale des personnes handicapées avec le soutien du parti par la voix de Kamel là aussi, à l'accessibilité de tous à l'espace public, et aux services. Le chef de l'État a eu l'occasion de s'exprimer sur ces enjeux en clôture de la conférence nationale sur le handicap, il y a quelques jours. Le 8 décembre, à l'occasion de la journée mondiale pour le climat, nous avons affirmé, nous qui sommes éco-socialistes, l'urgence d'agir au plan global, la conférence de Lima se prolonge aujourd'hui même, la conférence de Paris aura lieu dans un an, et l'apport de la loi sur la transition énergétique en France. Autre cause, autre étendard socialiste : la laïcité, avec la célébration, c'était le 9 décembre, de la grande loi de 1905, séparant l'État et les Eglises, dont l'esprit et la lettre doivent prévaloir plus que jamais dans la République.

Enfin, il y a la confrontation qui est engagée avec la droite et l'extrême droite. Le mois écoulé a vu l'UMP se choisir un président. Jean-Christophe évoquait samedi dernier, dans son discours de clôture de nos Etats généraux, Abrogator, le nouveau chef de l'UMP qui veut faire un sort à ce que nous construisons : la réforme des rythmes scolaires ou le mariage pour tous. Abrogator, c'est exactement cela le programme de Mon-

sieur Sarkozy. Abrogator qui est aussi Dérégulator puisqu'il veut sacrifier le statut de la fonction publique, Fortunator, qui veut supprimer l'impôt sur la fortune et les droits de succession, Cumulator puisqu'il est contre la loi limitant le cumul des mandats que nous avons voulue.

Jean-Christophe, notre secrétaire, lui a proposé un débat mais la réponse tarde à venir. Et sans doute Monsieur Sarkozy peine-t-il à trouver le temps de répondre à une demande de débat devant les Français, trop occupé qu'il est à stopper ou à tenter de le faire les querelles de bureau et de stylo entre son numéro 3 et sa numéro 2, sa numéro 2 et son numéro 3. Dans la lettre qu'il lui a adressé notre premier secrétaire, Monsieur Sarkozy trouvera un autre numéro, le numéro du siège du parti pour pouvoir organiser ce débat. Bref, nous dénonçons Abrogator, et Jean-Christophe attend le Débator.

Quant au Front national, notre parti est mobilisé pour en décrypter la démagogie des propositions et bâtir les outils indispensables, les outils démocratiques, les outils militants permettant de le combattre sur le terrain. C'est le sens du séminaire qui a été organisé fin novembre par notre camarade Sarah Proust, prolongeant d'autres initiatives et travaux collectifs, qui a été notamment l'occasion d'analyser les six premiers mois de gestion frontiste dans les communes où le parti d'extrême droite est en responsabilité. Parmi quelques-unes de ces décisions, parce que les masques tombent, notons la suppressions au Pontet de l'accès à la cantine scolaire sur les enfants des familles les plus démunies, la fermeture d'un centre social à Fréjus, où trois autres d'ailleurs ont vu leurs subventions drastiquement diminuer, l'interdiction d'un spectacle de danse orientale à Cogolin, sans oublier à Hayange une gestion qui a déjà fait démissionner une adjointe du maire. La bataille des valeurs, la déconstruction du PRG, le rappel des postures et impostures de la gestion locale frontiste, et notre action résolue pour le redressement du pays : ce sont les leviers de la bataille démocratique contre le FN et ses idées.

Mes camarades, je terminerai en évoquant nos Etats généraux. Ils ont été une réussite qui illustre plusieurs chiffres : plus de 5 600 contributions déposées, près de 120 000 visites sur le site Internet, le vote du 3 décembre lui-même, la qualité de notre rassemblement samedi dernier à Paris. Poursuivons donc cette action collective, et comme nous y invitait Jean-Christophe, prenons ces contributions et ces propositions et allons les porter, allons convaincre, en valorisant la démarche militante participative autant que la charte de l'identité et ses marqueurs : l'éco-socialisme, la nouvelle croissance, la République, le progrès. Et puis surtout, en poursuivant cette rénovation, notre rénovation, celle de notre organisation, notamment, qui est l'un des sujets inscrits à l'ordre du jour de notre conseil national. Bons travaux.

CHRISTOPHE BORGEL

Mes chers camarades, ce n'est pas désagréable d'entendre à chaque début de Conseil national, c'est une habitude que nous avons reprise avec Guillaume, un rapport d'activités permettant de montrer que de conseils nationaux en conseils nationaux, le parti ne reste pas inactif. Et ce n'est pas désagréable de voir que, malgré une feuille de route dense, proposée par notre premier secrétaire au mois de juin, malgré une actualité faite d'investitures départementales, une campagne intense autour de la charte des socialistes pour le progrès humain dans les Etats Généraux, vous êtes encore nombreux à participer à ce Conseil national aujourd'hui, beaucoup de premiers fédéraux en particulier, malgré les vacances qui approchent et un premier trimestre relativement dense. Et donc, je voulais vous en remercier.

Je vais présenter devant vous le résultat des travaux qui ont été conduits par l'ensemble des secrétaires nationaux fonctionnels, avec des discussions avec un certain nombre de premiers fédéraux, de secrétaires de section, sur cette étape qui était inscrite dans la feuille de route présentée par Jean-Christophe au mois de juin dernier, après le travail sur l'identité dans le cadre des Etats Généraux, un travail sur notre fonctionnement : rénover pour reconquérir.

La question de la rénovation n'est pas nouvelle dans nos débats. Paul Quilès nous disait lors d'une réunion lundi soir à quel point il avait eu le sentiment de la retrouver régulièrement depuis qu'il est membre de notre parti, et à quel point il avait l'impression qu'on remettait régulièrement le métier sur l'ouvrage. Cette rénovation organisationnelle s'inscrit dans un contexte particulier, contexte qui est fait à la fois d'éléments conjoncturels, les fondations et les moyens d'actions de notre parti ont été ébranlés, avec des échecs aux élections municipales, puis européennes, et dans les élections partielles, une crise économique et sociale qui menace notre capacité à vivre ensemble. Des éléments que nous connaissons, avec une réalité de l'engagement politique différente de celle que nous pouvions connaître il y a 20 ou 30 ans. Une réalité médiatique différente, avec des temps qui sont peu compatibles avec la volonté d'un parti de construire un raisonnement, de construire une analyse, de construire une compréhension du monde, avec un système politique et social tout entier qui chavire sous la pression des médias. Mais au-delà de ces éléments plus conjoncturels, nous avons une réalité structurelle : le Parti socialiste, ce sera le premier point que nous évoquerons dans les cinq points de ce rapport, le Parti socialiste n'a jamais réussi, à part à un moment de bond, qui était la campagne des nouveaux adhérents, à la veille de notre primaire pour désigner notre candidat à l'élection présidentielle de 2007, notre Parti socialiste n'a jamais réussi à dépasser la réalité d'un parti construit autour de militants classiques, c'est-à-dire de militants qui étaient engagés en politique en y passant beaucoup de temps dans leur semaine. La question qui nous est posée, c'est à la fois de répondre à ces raisons conjoncturelles, mais en même temps à cette réalité structurelle

qui est celle de notre parti. Il nous faut repenser notre organisation, celle du Parti socialiste, pour conduire et gagner la bataille culturelle et politique. Avoir un parti en phase avec le temps politique, médiatique, technologique, un parti ouvert aux Français, et un partir qui porte en son cœur à la fois nos militants, nos adhérents. La rénovation organisationnelle que nous appelons de nos vœux doit prendre en compte un certain nombre de bouleversements de l'environnement politique. L'émergence, Jean-Christophe l'a évoqué à plusieurs reprises, d'une réalité politique tripolaire qui nous sort du face à face entre la gauche et la droite, avec l'émergence du Front national dans toutes les élections ; une individualisation du militantisme, une digitalisation des comportements média ; l'évolution de l'organisation territoriale, à la fois celle contenue dans les lois en cours de débat au Parlement, mais avant celle-là, celle contenue dans la montée en puissance des intercommunalités. Tous ces éléments nous mettent dans l'obligation de repenser une partie de notre fonctionnement, de notre organisation, pour préparer tout à la fois les batailles électorales de l'année 2015, la bataille, évidemment, de 2017 mais je crois que nous devons nous projeter, dès maintenant, dans la bataille de la reconquête en direction des élections municipales de 2020.
La première priorité que nous évoquerons, c'est la volonté de mettre le militant, l'adhérent, au cœur de la nouvelle organisation. Il s'agit d'abord de simplifier la procédure d'adhésion. Nous l'avons fait à travers l'adhésion sur le Net, mais combien de personnes adhèrent aujourd'hui au Parti socialiste par Internet et se retrouvent dans la nature durant de longues semaines, de longs mois, voire à tout jamais ? Combien de sections sont confrontées à cette réalité d'adhérents qui viennent, y compris dans la période difficile que nous traversons, et puis qui s'en vont au bout de six mois, un an, un an et demi ? Nous connaissons cette réalité du turn-over permanent de nos adhérents. Et donc, il nous faut simplifier cette adhésion avec une réalité simple : on remplit un bulletin d'adhésion, on paie sa cotisation de primo adhérent et on est à partir de là adhérent au Parti socialiste. Il n'y a pas d'autre étape. Ce qui ne veut pas dire que le Parti socialiste se priverait de la possibilité de refuser quelqu'un qui voudrait venir avec des valeurs contradictoires aux nôtres. On renforcera pour cela le rôle de notre bureau fédéral des adhésions et de notre bureau national des adhésions. Mais il faut être capable de se montrer ouvert et donc de simplifier au maximum l'adhésion vers le Parti socialiste. Il nous faut des militants mieux informés, mieux écoutés, plus souvent consultés, régulièrement alertés. Il nous faut des militants formés et développeurs du Parti, et c'est pour ça que nous mettrons en place des carnets d'adhésion qui permettront à chaque militant, dans les diffusions sur les marchés, sur son lieu de travail, dans les endroits où il est en contact avec d'autres citoyens, de leur proposer de rejoindre notre combat. Nous aurons une réflexion à engager sur le coût de l'adhésion. Elle a été posée par plusieurs dans les contributions aux États Généraux qui ont porté sur notre vie interne. Je ne propose pas de la trancher dans un sens ou dans un autre aujourd'hui mais de mettre en place un groupe de travail avec des premiers fédéraux et des secrétaires de section, qui pourrait être piloté par Laurent Grandguillaume, secrétaire national en charge des adhésions au Parti socialiste, pour réfléchir à cette question du coût de l'adhésion et faire des propositions dans le cadre de notre débat de congrès.

La deuxième priorité, c'est la volonté d'assurer une ouverture permanente vers la société. Nous le savons : bon nombre de responsables associatifs, nationaux, locaux dans nos quartiers, de militants dans les ONG, de militants dans la vie participative des quartiers, se sentent avec nous un chemin politique commun, une destinée politique commune. Mais pour des tas de raisons, désaccord avec un certain cours des choses, prise de distance avec une vie interne repliée sur elle-même, ils étaient il y a encore vingt ou trente ans adhérents de notre parti, ils le regardent avancer sans lien réel avec lui aujourd'hui. Bien sûr, nous les auditionnons quand nous préparons nos programmes, en particulier pour l'élection présidentielle, et à chaque fois, nous les entendons nous dire : « C'est sympa de nous auditionner, ça serait mieux de reconstruire ensemble un certain nombre de choses. » C'est pour ça que la proposition que nous faisons, c'est la mise en place, de non pas six forums, mais sept forums, puisqu'il y a une proposition supplémentaire qui a été faite par rapport au rapport que vous avez dans vos pochettes, par un certain nombre de camarades. L'idée de ces forums, c'est non pas d'avoir des conventions comme on l'entend dans notre vie interne, mais des espaces de débats qui visent à rassembler avec les socialistes toute une série d'acteurs de la société. Ce seront des espaces de débat virtuels, sur Internet, mais qui pourront donner lieu à l'organisation d'événements physiques dans les territoires, confrontant des regards sur le fond par rapport à un certain nombre de questions, confrontant des initiatives locales, des actions locales qui viendront alimenter ces questions. Et ces premiers forums, vous les avez dans le rapport : l'égalité réelle, la liberté, fraternité et laïcité, la transition écologique, modèle social, acteurs économiques et système productif, les sciences et le progrès, et la question internationale. Pour chacun d'entre eux, nous désignerons un camarade en charge de les animer. L'idée n'est pas de balayer tous les champs, mais sur chacun de ces forums, de structurer avec nous un débat avec les forces vives de la société.
Deuxième élément dans cette ouverture permanente à la société, plus classique, mais qui est un élément classique qui a perdu de sa vigueur dans la vie du parti, c'est la remise sur pied de façon sérieuse, section par section, fédération par fédération, de nos fichiers de sympathisants.
La troisième priorité, je passerai dessus rapidement, non pas qu'elle ne soit pas tout à fait essentielle, c'est la priorité à la formation pour nos cadres et nos militants mais parce que, Aymeric

Bréhier, notre secrétaire national en charge de la formation interviendra juste après mon rapport sur ce sujet-là. Il est tout à fait essentiel, mes camarades, ce sujet. Il est essentiel en général, il l'est en particulier quand notre parti a à gagner la bataille culturelle et politique dans une France qui se tourne plus vers l'identité que l'égalité, dans un monde où le buzz médiatique tient lieu d'information, et dans une situation délicate pour notre parti.

La quatrième priorité, c'est l'animation politique du Parti socialiste à tous les échelons, et d'abord, en commençant par l'échelon de nos sections. Il nous faut remettre en route une réunion mensuelle où nos adhérents peuvent se voir. Ça peut prendre la forme de nos réunions de sections, ou une forme articulée comme le font un certain nombre de camarades, réunion de section un mois, réunion de circonscription un autre mois, réunion des militants de l'intercommunalité le mois suivant. Mais il nous faut retrouver ce rendez-vous politique. Il ne s'agit pas d'opposer dans notre rénovation ce que nous allons voir dans la dernière priorité, l'ensemble de l'outillage numérique permettant la réactivité nécessaire aujourd'hui, à nos réunions de section. Marie-Noëlle Lienemann au cours du Bureau national faisait à ce propos une remarque tout à fait juste : la différence entre la réunion de section et le fonctionnement des réseaux sociaux, c'est que sur les réseaux sociaux on se trouve bien souvent dans l'entre soi, dans la réunion de section, c'est l'ensemble des adhérents d'un territoire, de façon interclassiste, pour reprendre sa formule, qui se retrouvent. Et puis le face-à-face, Alain Bergounioux le disait au Bureau national : cette discussion où les responsables viennent convaincre, viennent expliquer, viennent donner des arguments, viennent nourrir politiquement, comme on disait, est tout à fait essentiel. Pour cela, nous enverrons, à partir du début de l'année 2015, chaque mois, à l'ensemble de nos secrétaires de section, un kit mensuel d'animation, et chaque trimestre, un débat du Bureau national descendra dans les sections. On aurait pu le faire sur le traité transatlantique ou le faire sur la transition écologique. Et nous aurons ainsi, une fois par trimestre, les sections saisies d'un débat qui viendra au Bureau national et qui alimenteront la réalité de ce débat au Bureau national.

Nous développerons un réseau national d'orateurs. Bon nombre de camarades d'expérience, élus, anciens parlementaires, anciens responsables, responsables dans des organisations syndicales ou associatives, nous disent leur disponibilité, non pas pour être dans des fonctions qui leur prennent du temps chaque semaine, mais pour se porter une, deux, trois, cinq, six fois par an dans les territoires pour animer des réunions. Je crois tout à fait essentiel de prendre en compte cet élément. Nous développerons des outils d'animation de campagne, des comptes rendus des décisions prises en Bureau national, et une ouverture sur Internet de notre Conseil national. Nos secrétaires nationaux deviendront animateurs de leur secteur, en articulation avec les adhérents qui auront indiqué leur volonté de s'engager plus particulièrement dans cette thématique. Enfin, la possibilité, pour continuer à faire vivre l'esprit des Etats Généraux, pour nos militants, de saisir de façon régulière la direction nationale.

Nous aurons à réfléchir à la carte de nos sections et à notre organisation dans les territoires. Un groupe de travail sera mis en place, présidé par Gwenegan Bui, secrétaire national adjoint en charge de la rénovation, avec des premiers fédéraux et des secrétaires de section, nous amènera à réfléchir sur notre organisation, liée à l'intercommunalité, aux circonscriptions, et à la montée en puissance de l'échelon régional.

Dans cette volonté d'animation politique, je veux insister aussi sur le plan territorial de reconquête et de développement. Il y a la dimension que je viens d'évoquer, dont Gwenegan s'occupera, et puis la dimension à tout moment de réfléchir. François Lamy a insisté à plusieurs reprises, en particulier dans les villes que nous avons perdues et que nous devons nous donner comme objectif de reconquérir, de préparer d'ores et déjà les nouvelles équipes. Dans un certain nombre d'endroits, ceux qui ont été mis en piste dans ces élections continueront à porter notre combat. Mais nous savons que dans beaucoup d'endroits, la défaite dans ces municipales conduit aussi à un changement de génération. Il faut le préparer. J'ai lu dans quelques remarques de presse, avant ce Conseil national, qu'en disant cela, nous sautions par-dessus l'échéance de 2017. Mais, mes camarades, dans ces territoires où nous avons perdu les élections municipales il y a quelques mois, quelle meilleure préparation pour la présidentielle de 2017 que de s'y présenter avec des équipes reconstituées, avec un leadership affirmé, des militants nouveaux, des cadres réinvestis de la bataille politique pour 2020 ? Quelle meilleure préparation pour 2017 que de penser cette réalité de la reconquête ? Dans chaque fédération, nous préparerons un tel plan de reconquête.

Enfin, si nous voulons que tous ces éléments évoqués dans les quatre premières priorités deviennent des réalités, il faut faire de Solférino un pôle d'efficacité au service de l'ensemble du parti. La matrice Solférino s'organisera autour d'un PS Data ; alors je ne suis pas le meilleur spécialiste de ces questions, d'autres le sont de façon beaucoup plus précise que moi, mais l'idée à travers ce PS Data, c'est d'avoir une parfaite connaissance de la réalité de notre parti, adhérents, anciens adhérents, sympathisants, compagnons de route, élus, responsables associatifs, forces vives militantes, bref, de pouvoir avoir en temps réel une cartographie de notre influence pour permettre de mieux communiquer. Je l'ai évoqué tout à l'heure, nous mettrons en place un espace adhérents des socialistes qui permettra, à travers des messages, là du premier secrétaire, mais de certains responsables nationaux, d'élus, d'acteurs qui sont engagés avec nous, les adhérents seront sollicités de façon régulière, alertés je disais tout à l'heure. Cela leur permettra, à travers leur espace adhérents, si on peut le montrer, vous m'excusez, c'est le mien futur, d'avoir l'ensemble des éléments qui leur permettent, eux, directement, de se mettre à jour, à jour dans les informations, à jour dans les engagements qui veulent être les leurs, d'avoir une palette de possibilités de combats militants dans lesquels ils peuvent s'engager, de connaître les campagnes du parti, de connaître les actualités, nous le verrons tout à l'heure, sur la WebTV, de payer leur mise à jour de cotisation directement, bref d'être dans une interaction. J'ai évoqué tout à l'heure le fait que l'existence et la mise en place d'un tel espace d'adhérents n'était pas quelque chose qui avait vocation à remplacer la volonté territoriale fondamentale de nos sections. L'efficacité de cette nouvelle réalité, c'est la combinaison de cette dimension de l'espace de l'adhérent et de l'animation dans les territoires, à nouveau, de nos sections et de leurs réunions. Cet espace adhérents, je le disais, doit permettre à chacun de mettre à jour ses données, la qualification de son profil, ses coordonnées, situation professionnelle, mandat, présence sur les réseaux sociaux, de suivre et renouveler son adhésion, d'éditer son reçu fiscal, de qualifier son bureau de vote, de dire qu'on veut changer de section quand on déménage, de centraliser des résultats dans son territoire, bref, ça permettra à l'adhérent d'être actif immédiatement après son adhésion.
Cet espace d'adhérents permettra à l'adhérent d'être connecté à la WebTV du Parti socialiste qui va être relancée, relookée, développée, développant des espaces d'actualités politiques, de rendez-vous liés au parti, de forums-débats, d'universités permanentes, d'interviews sur un certain nombre de sorties de livres par nos responsables. Enfin, cet espace adhérents doit permettre la prise de parole des adhérents du parti sur la section, sur le territoire, sur les forums ouverts à la société, ou pour contacter le premier secrétaire.

Cet espace d'adhérents doit permettre aux adhérents d'être présents dans nos campagnes : les campagnes de don, les campagnes de solidarité, ou nos compagnes politiques, avec le matériel national.

Cet espace d'adhérents doit se compléter d'une refonte du site du parti. Le travail est commencé par la direction de la communication, nous nous appuierons dessus. Mais l'idée, c'est de penser globalement la totalité, l'espace adhérents, PS Data/base de données, WebTV, site du parti, et notamment sur le site du parti, il y aura pour chaque secrétaire national un espace personnel, un blog qui permettra aux adhérents d'être au courant de l'activité de chaque secrétaire national, de contacter les secrétaires nationaux en fonction des éléments d'engagement indiqués par les adhérents, mais aussi aux secrétariats nationaux de contacter de façon automatique tous les adhérents qui ont indiqué que, dans leur thème d'engagement volontaire, il y a tel ou tel aspect pour un secrétaire national.

Enfin, nous aurons des tableaux de bord qui nous permettront de suivre, pour chaque échelon, les adhérents, les sections, les secrétaires fédéraux,

le premier secrétaire, les secrétaires nationaux, la réalité de notre parti. Les sections auront de la même manière que leurs adhérents leur espace dans lequel, notamment, elles pourront mettre le compte rendu des réunions de section quand nous aurons, une fois par trimestre, le débat du Bureau national qui descend dans les sections. Après le débat et l'adoption au Conseil national de ce rapport que je viens de vous présenter, nous transmettrons ce rapport aux premiers secrétaires fédéraux, secrétaires de section, en particulier aux secrétaires de section puisque les premiers secrétaires fédéraux participent au débat du Conseil national. Nous leur demanderons d'ici le 23 janvier de communiquer à la direction nationale leurs remarques, leurs propositions d'ajout, de complément, de corrections, et nous communiquerons par écrit, parce qu'il ne s'agit pas de transformer la réunion de nos secrétaires de section qui doit être consacrée à la question des territoires en une réunion sur notre vie interne, mais nous ferons une synthèse de ces remarques qui sera communiquée par écrit à nos secrétaires de sections le 1er février, et qui nous permettra, à ce moment-là, d'avoir de façon définitive une feuille de route dont l'essentiel des éléments devra être mis en place d'ici notre prochaine université de La Rochelle.

Il me reste à évoquer le calendrier de notre 77e congrès, puisque nous avions indiqué, lors de notre dernier Conseil national qui avait adopté la date du congrès, qu'à l'occasion de ce Conseil national du 13 décembre, nous adopterions le calendrier. Les contributions pourraient être déposées à l'occasion d'un Conseil national le 7 février 2015, qui nous permettra de mettre en place, à partir des contributions générales, une commission nationale de préparation du congrès. Évidemment, nous en mettrons en place une première d'ici là à partir des motions du précédent congrès. Le samedi 11 avril 2015, nous pourrions avoir notre Conseil national de synthèse, et le 21 mai, le vote des adhérents sur les motions, ce qui a pour conséquence, puisque c'est six mois avant, que le Bureau national aura à travailler sur la réalité des adhésions au 21 novembre pour connaître le corps électoral de ce congrès. Le 28 mai, nous aurons les votes des adhérents pour élire le ou la premier ou première secrétaire, et du 5 au 7 juin 2015, notre Congrès national aura lieu à Poitiers, j'y vois comme un clin d'œil puisque c'est ma ville de naissance.

Un mot, mes chers camarades, sur la circulaire qui a été adressée pour les élections régionales, et j'en aurai terminé. D'abord, nous articulerons la ratification de nos têtes de liste avec notre calendrier de congrès. Nous avons dans notre circulaire nationale deux temps de votes : un avant les élections départementales, et un après. Et donc, à chaque fois, au Conseil national du 7 février, puis celui du 11, nous ratifierons les têtes de liste investies avant ou après les élections régionales. Plusieurs fédérations m'ont fait la remarque sur la clôture de la date de candidature pour les investitures de têtes de liste régionale qui se dérouleraient début février, en m'indiquant qu'avec une clôture le 29 janvier, ça laissait peu de temps pour informer, discuter, dialoguer. Donc, je propose, si le Conseil national en est d'accord, que nous ayons des candidatures ouvertes jusqu'au 15 janvier, en sachant que là où il y a plusieurs candidats, il est rare que les camarades attendent, formellement, le top départ de la date qui est dans la circulaire pour s'engager dans la campagne. Mais il ne me paraît pas anormal d'avoir, formellement, une plage de campagne plus longue pour informer nos fédérations, en particulier dans les régions qui sont de nouvelles régions, et donc, on aurait cette modification de notre circulaire.

Il peut y avoir des réflexions dans telle ou telle région sur le fait de ne pas investir début février mais après les élections départementales. C'est la raison pour laquelle, à partir d'une date de base, nous avons offert la possibilité d'y déroger. Et évidemment, comme cela se fait depuis, en tout cas depuis que je suis secrétaire national en charge des élections, même si nous avons un cadre national, nous essayons, intelligemment, de nous adapter à la réalité du combat politique de nos camarades dans les territoires, et à la souplesse du débat, à condition qu'il s'agisse, comme à chaque fois que nous l'avons fait, d'un débat porté par des logiques politiques, et non pas d'un débat porté par une volonté interne de favoriser ou de l'éliminer tel ou tel de nos candidats. Et donc, une seule modification à cette circulaire : nous ramenons la clôture du dépôt de candidature pour ceux qui investiront début février au 15 janvier. Il y aura dans le courant de la semaine prochaine une circulaire envoyée aux fédérations pour l'investiture des listes où nous avons encore un débat au sein de la commission électorale. Mes camarades, j'en ai terminé.

ÉMERIC BRÉHIER

Mes chers camarades, je voulais juste apporter quelques précisions par rapport à ce que nous a évoqué Christophe. Ce n'est pas la première fois que j'interviens sur cette question de la formation mais je m'inscris dans la lignée de l'intervention de Christophe Borgel.

Une formation politique comme la nôtre a, de toute façon, trois leviers, trois réalités : une réalité sur laquelle nous avons échangé la semaine dernière, c'est-à-dire la formalisation idéologique, qui donne lieu d'ailleurs à nos congrès d'orientations, une réalité qui est la conquête électorale, ou des défaites électorales, et il y a une troisième réalité qu'on omet souvent, qui est la formation de nos militantes et militants et de nos cadres politiques. Or, sans cette formation, et je parle là de formation idéologique, pas seulement de savoir faire du porte-à-porte, c'est bien de savoir faire du porte-à-porte mais quand on n'a pas grand-chose à dire une fois que la porte est ouverte, c'est généralement contre-productif. Et donc, cette formation de notre parti, bien souvent, et c'est le fruit de l'histoire, ce n'est pas à renier, loin de là, nous l'avons en quelque sorte délaissée au profit de structures dans lesquelles nous pouvions exercer des responsabilités, et je pense notamment aux collectivités locales. Bien souvent, ce parti a formé nombre de celles et ceux qui sont devenus des cadres dans les collectivités locales. C'était une belle chose, c'est d'ailleurs toujours une belle chose, mais il ne nous a pas échappé, à nous ici comme à d'autres, beaucoup, qu'en mars dernier, nous n'avons pas conservé toutes les mairies que nous gérions. D'ailleurs, le premier slide de Christophe montrait l'évolution du nombre de mairies que nous pouvions détenir. C'est une première réalité qui s'impose à nous. Il en est une seconde qui s'impose également à nous : c'est que nous savons fort bien que, bien souvent, nous manquons les uns les autres, tous et toutes ici, et ailleurs, que nous manquons parfois de capacités propres à disposer d'une lecture du monde, d'une lecture idéologique du monde. Or, c'est à ces deux défis que nous devons répondre : à la fois redonner, conforter une lecture idéologique du monde à l'ensemble de nos militantes et nos militants, d'une part, et d'autre part, et je sais pour avoir tourné pas mal dans les fédérations ces derniers temps que cet objectif peut apparaître bien lointain, mais de donner à nos camarades, qui sont sur des territoires parfois perdus, parfois que nous ne sommes pas parvenus à conquérir, de donner à ces camarades des éléments de formation fondamentaux pour aborder les prochaines échéances municipales. Car, mes camarades, on le sait, nous sommes certains ici dans cette salle à avoir senti le boulet de la défaite. On sait très bien qu'il ne suffira pas de se réveiller en 2017 ou en 2018 pour repartir à la conquête de ces villes et que la conquête de ces villes, ça se prépare maintenant, au long terme, au long cours, et pas seulement en se réveillant au lendemain de l'élection présidentielle et des élections législatives. Donc, il est bien normal que les premiers fédéraux, par exemple, soient essentiellement concentrés sur la préparation des élections départementales. Je le sais.

Il est bien normal que nombre de camarades des régions soient essentiellement concentrés sur les élections régionales, nous le sommes tous et toutes, n'est-ce pas mon cher Jean-Paul ? C'est bien normal.

Mais nous devons, et c'est le rôle de l'exécutif et du parlement du parti de mettre en ordre de bataille ce parti pour enjamber les échéances à venir sans les nier, pour préparer les élections municipales. Et dans ce cadre-là, il faut s'appuyer, comme le propose Christophe, sur ces nouvelles entités régionales qui vont apparaître et naître. Et donc, partir des fédérations qui, mieux que quiconque, connaissent les villes à conquérir ou à reconquérir. Structurer et coordonner l'offre de formation dans les régions, faire en sorte que trois week-ends par an, des camarades retenus dans chacune des fédérations, parce que porteurs d'envie, porteurs d'espoir dans leur commune, puissent être formés ensemble dans des week-ends, finalement, d'intégration, pour disposer de ce bagage indispensable à la conquête, à la construction des programmes politiques qu'ils auront à défendre devant leurs concitoyens. Et ainsi, faire en sorte que dans nos communes, il n'y ait pas seulement un, une, ou deux ou trois militantes et militants formés pour partir à la bataille des municipales, mais plusieurs militantes et militants qui constitueront ainsi l'ossature des futures équipes municipales que nous proposerons à nos concitoyens.

Deuxième élément, et c'est une formation qui existe de longue date dans notre parti, en tous les cas qui était proposée, je pense ici à ce qu'avaient fait Delphine Mayrargue et Frédéric Léveillé auparavant, mais également à Emmanuel Maurel lorsqu'il a assumé cette responsabilité. Il nous faut renforcer et rendre plus cohérente notre offre de formation à l'attention de l'ensemble des sections et des fédérations. Et nous disposons désormais, non pas seulement d'une déclaration de principe, mais d'un document que nous avons adopté il y a dix jours, à l'issue des Etats Généraux du Parti socialiste. Ces États Généraux ont fixé dix éléments essentiels, dix angles d'attaque, dix perspectives idéologiques. C'est sur ces dix perspectives idéologiques que nous devons travailler et aborder la formation des militants. Et donc oui, un nouveau cadre de formation sera proposé dès le début de l'année 2015 à l'ensemble des militantes et des militants. Donc vous le voyez, mes chers camarades, une offre de formation appuyée sur ce que nous venons d'adopter, ne soyons pas toujours schizophrène. Et d'autre part, de mettre en musique un vaste plan de formation pour former des cadres régionaux qui seront à même de repartir à la bataille des municipales.

C'est un objectif de long terme, mais qui, pour être réussi, doit commencer dès le début de l'année 2015. Et donc, je vous le demande, à mes camarades premiers fédéraux, responsables régionaux, je sais bien que le temps est dur dans le moment, je sais bien que l'année 2015 sera pour le moins chargée entre les élections départementales, les élections régionales, et notre congrès, mais il est de notre responsabilité d'être capable d'enjamber ces difficultés calendaires pour, justement, préparer l'avenir.
Je vous remercie.

KAMEL CHIBLI

Chers amis, chers camarades, que de chemin parcouru ! En entendant, en écoutant surtout Christophe et Emeric, je me disais : on revient de loin. C'est-à-dire que je considère qu'effectivement, cette révolution politique, parce que c'est quand même une révolution politique, cette proposition de texte que tu proposes, que propose le premier secrétaire en ton nom, est pour nous une véritable satisfaction, même s'il faut toujours être vigilant, et c'est pour ça que je vais dire deux ou trois mots assez rapides sur le sujet. Remercier Guillaume parce qu'on ne peut pas faire, on ne peut pas oublier ce qui s'est passé, notamment lors du vote de la charte qui, pour certains, a été un moment important, même si une participation n'était pas importante, même si elle était plus que ce qu'on avait pu connaître sur certaines conventions. Ceci étant, je tiens à souligner très clairement que cette charte permet à beaucoup de militants qui se posent beaucoup de questions, sur d'où on est, d'où on vient, y compris avec ce débat gauche de la gauche, gauche de la droite, bref un véritable débat qui pour beaucoup de militants, sympathisants, se posent la question de savoir où est-ce qu'ils se situent aujourd'hui. Et je trouve que c'est essentiel. Et je trouve que c'est essentiel.

Et c'est pour ça que, par rapport à ce que présentait Christophe, et je vais revenir sur notre congrès, puisque c'est quand même aussi pour ça qu'on se réunit. Notre congrès arrive dans une période difficile et de doute généralisé, mais ça, on le sait très bien, on sait très bien que les élections départementales et régionales ne vont pas être simples pour nous. C'est pourquoi notre responsabilité, et je le dis franchement très clairement, par rapport à ce congrès, c'est qu'il doit être utile. Utile pour le Parti socialiste, bien évidemment, et vous venez de le rappeler par rapport à ce qui est proposé, utile pour les militants que nous sommes, c'est une évidence, et surtout utile pour les Français, utile pour notre pays. Cela me paraît essentiel. Et la charte, pour y revenir, que nous venons de voter, et le texte de l'organisation du Parti socialiste proposé aujourd'hui par Christophe et par le premier secrétaire sont les prémices de ce que nous devons construire lors de notre congrès.

Pour notre sensibilité, ce texte de réforme correspond aux attentes de nombreux camarades et répond à la situation du moment. Nous rappelons tous, collectivement, et de façon régulière, la gravité, la situation politique que traverse notre pays, le désenchantement et le doute généralisé de nos concitoyens envers la classe politique. Et je ne vais pas rappeler tous les problèmes qu'on a vécus et les affaires, qui n'arrangent pas et dégoûtent de plus en plus nos militants mais aussi nos concitoyens.

Alors très clairement, une perte de confiance qui nous amène à concevoir la politique de manière radicalement différente. C'est pourquoi nous sommes satisfaits, je le disais tout à l'heure quand je disais « beaucoup de chemin parcouru », parce qu'on peut pas non plus construire

sans se souvenir du passé. Le passé doit servir à construire des jours meilleurs. Et c'est vrai qu'on ne peut pas occulter, très clairement, notamment, ce qu'on a pu porter, y compris ce qu'avait porté l'ancienne candidate à la présidentielle en 2007, Ségolène Royal, une véritable révolution aussi démocratique en interne. Beaucoup ici se souviennent, car c'était un moment très fort pour ce qui nous concerne, mais un moment très fort aussi pour les militants.

Comme vous le savez, nous faisons partie, dès le départ, de ceux qui appelaient à ouvrir les portes et les fenêtres du parti, je vois que c'est repris et on ne peut que s'en féliciter, mais il ne faut pas que ça soit juste une ouverture de façade, et que ce soit un moment T, c'est-à-dire un moment qui correspond à une situation compliquée. Il faut qu'elle soit très clairement portée collectivement et je ne doute pas de cette parole et de cette volonté là. Les primaires citoyennes ont amené beaucoup de citoyens à venir s'inscrire dans une volonté politique très forte de participer à l'élection de notre candidat à la présidentielle, François Hollande, je tiens à cette dynamique-là. Effectivement, on a vu que la mobilisation qu'on a aujourd'hui, la perte, en tout cas le fait qu'on n'arrive plus à récupérer ces sympathisants-là qui sont venus massivement participer à la désignation d'un candidat, ça doit être un signal fort. Et cette démarche-là nous permet d'avoir une analyse assez objective là-dessus. Et le résultat, comme vous le savez, c'est 3 millions de votants, une formidable dynamique, on ne peut pas s'en cacher. Cela a constitué une véritable révolution politique pour notre parti, mais aussi pour toute la classe politique nationale, tellement que d'autres veulent copier.
Nous devons plus que jamais continuer notre ouverture totale sur la société civile, sur le monde associatif, syndical et assurer un parti à l'image de la diversité sociale de notre pays. Aujourd'hui, notre parti doit combattre les néo-réactionnaires, dont les voix ne cessent de se libérer, et proposer auprès de nos camarades, ministres notamment, qui sont aux responsabilités, toute idée neuve remontée depuis la base militante de notre parti. C'est important de faire cette remontée de la base, et c'est un peu ce qui a été voulu notamment lors de la charte, avec cette volonté de faire remonter les contributions par la base. La démocratie participative qui est reprise, et tant mieux, il vaut mieux que les idées soient reprises, ça veut dire qu'elles sont bonnes, désormais, elle doit faire partie de notre ADN et c'est repris d'ailleurs dans la charte. Le texte proposé va dans ce sens et c'est pour cela que notre sensibilité, très clairement, le soutient. Mais bien sûr, nous ne devons pas nous en contenter parce que notre objectif commun à tous, aujourd'hui, c'est avant tout, pour les Français - merci David de citer le prénom -, la réussite de notre quinquennat et celui du président de la République actuel. Parce que si on considère que le congrès ne doit pas être à la réussite du quinquennat, je pense qu'on se trompe de route, on se trompe de chemin. C'est pour ça qu'en ce qui nous concerne, faisons donc de ce congrès dans lequel nous prendrons toute notre place, entièrement notre place, un congrès utile et serein. Je vous en remercie.

MAYA AKKARI

Mes chers camarades, bonjour à toutes et à tous. Moi, je voudrais aujourd'hui dire deux choses : d'abord, réagir au rapport de Christophe sur la rénovation pour la reconquête. Il me semble qu'il y a quelque chose de très important, c'est la question de l'exemplarité. Je dirais même que nous sommes à un moment où nous avons un devoir d'exemplarité. Les élus locaux, comme moi et comme beaucoup d'entre vous dans cette salle, le voient au quotidien. Nous avons besoin de redorer notre image en tant qu'élus après toutes les affaires, Cahuzac, etc. Malheureusement, il me semble que nous avons encore dans notre parti des marges de progrès. On l'a vu encore dernièrement, dans beaucoup de territoires, autour des questions d'investiture. Et si j'ai une proposition à faire, je n'ai pas beaucoup d'idées mais je pense qu'il faut qu'on réfléchisse ensemble et quand on réfléchit ensemble, on est plus intelligent qu'individuellement, c'est revoir ces modalités d'investiture. C'est vrai qu'il faut ouvrir le parti, mais parfois, on voit des mouvements massifs de cartes, tout le monde, on vit tous ça au quotidien dans nos sections. Et il faut qu'on réfléchisse pour que ce soit des votes 100 % légitimes, qui ne soient pas décrédibilisés. Il faut vraiment qu'on réfléchisse à ce sujet qui est très important pour redorer notre image dans notre parti et à l'extérieur du parti.

Ensuite, par rapport au congrès, je rejoins ce que disait Kamel tout à l'heure : le prochain congrès devra être un congrès utile. Personnellement, je l'ai déjà dit à cette tribune la semaine dernière, un congrès où nous allons trancher des débats et débattre ensemble pour que les citoyens s'en saisissent également. Je vais prendre un exemple : tous les élus, nous avons été sollicités ces derniers jours sur la question des sorties de REP des établissements scolaires. Les gens ne comprennent pas, en fait. Il y a des établissements qui méritent de sortir de la REP, qui n'ont plus la sociologie ; heureusement d'ailleurs, il y a eu des dynamiques, ils ont progressé, les résultats sont meilleurs, etc. Mais les gens ne comprennent pas, ils nous disent : *« On nous a promis plus de moyens dans l'éducation et concrètement, moi, ce que je vois dans le collège de mon secteur, ou dans l'école de mon secteur, c'est moins de moyens. »* Or, pourquoi il y a cette incompréhension ? Parce qu'on n'a pas eu de débat entre nous. Qu'est-ce qui fait qu'un établissement scolaire réussit bien ? Est-ce que c'est plus de moyens ou est-ce que ce sont des pédagogies différentes ? Ou est-ce ce sont des dynamiques, etc. ? Ces sujets-là, nous devons les avoir. Et si nous sommes exemplaires au prochain congrès, nous pouvons avoir, et nous avons su le faire par exemple au moment des primaires, nous pouvons avoir des débats entre nous, qui seront publics, dont les médias rendront compte et qui feront réfléchir aussi les citoyens.

Donc, premièrement : exemplarité, démocratie, il me semble que ce sont les deux clés de la réussite de ce congrès pour la reconquête. Merci.

BENOÎT JOSEPH

Bonjour chers camarades, tout d'abord, je tenais à saluer le fait que nous soyons aussi nombreux à quelques jours de Noël. C'est une méthode qui a été initiée par Jean-Christophe : pouvoir réunir le plus souvent possible le Conseil national lorsqu'il y a des décisions importantes à prendre. Et on voit là que les camarades répondent présents. Assez rapidement, sur le sujet du jour, en ce qui concerne notre organisation, nous sommes nombreux à le savoir, à le penser : routine ne vaut pas organisation. Et en ce sens, le fait que cette réflexion sur l'organisation du parti arrive au lendemain des États Généraux, qui ont été un succès, nous invite à penser à la pertinence de cette démarche, et je tenais à le rappeler au nom des camarades de notre motion pace qu'en fait, une organisation fait sens dans la mesure où elle a un objectif politique.

Alors, ce texte, il arrive au lendemain de différentes échéances électorales que nous avons eues, je pense notamment aux élections municipales, ça a été dit par Christophe Borgel tout à l'heure, qui ont, dans bien des territoires complètement asséché les démarches qui étaient les nôtres, démarches dans lesquelles de nombreux camarades s'inscrivaient, pour certains en termes d'action, pour d'autres en termes d'héritage. Donc, il était nécessaire aujourd'hui de renvoyer, et c'est le sens de ce texte, et c'est comme ça que nous l'avons conçu et que nous y avons participé, d'envoyer un message d'espoir en redisant quelle est la force et quel est le poids de notre parti, bien sûr, sa capacité à s'asseoir et à travailler autour des militants. Et en ce sens, cette proposition d'organisation, et Kamel l'a dit il y a quelques instants, ne débarque pas d'ailleurs. Et nous nous félicitons de voir ainsi reconnu un travail qui a été engagé il y a six ans autour de nombreux camarades, et qui replace au cœur de l'existence même de notre parti le rapport que nous avons aux militants.

Alors, je voudrais revenir ici sur un point précis, et qui, pour nous, a guidé notre réflexion. C'est qu'aujourd'hui, nous le savons et nous l'avons expérimenté dans diverses discussions, dans notre parti, nous avons une véritable ressource : dans bien des sections où les camarades se retrouvent à dix, à quinze ou à vingt, on retrouve parfois beaucoup plus de dynamisme, beaucoup plus d'envie et de volonté d'aller au combat, d'aller à la bataille, que sur un certain nombre de territoires dans lesquels nous étions en responsabilité politique. Et donc, c'est aujourd'hui magnifier le travail de toutes ces petites sections de France, petites sections d'ailleurs qui souvent sont dans des villes dirigées par la droite, que de réinstaller au cœur de notre organisation politique le travail des militants. Et je tenais à le dire ici, parce qu'il s'agit véritablement de tous ces endroits-là, dans des petits territoires ruraux, ou même dans certaines villes ou d'agglomération importante, il s'agit de ces petites sections pour lesquelles, quelque part, leur méthode de travail, leur façon d'aborder la problématique est aujourd'hui une inspiration pour bien des camarades qui n'avaient plus retrouvé ce goût de l'initiative.

Alors, bien évidemment, nous sommes totalement en accord avec bien des choses qui nous sont ici présentées. Mais nous pensons qu'il aurait été intéressant d'aller un peu plus loin sur un certain nombre de problématiques sur lesquelles nous avons précédemment fait des propositions. Je pense par exemple à la question de la péréquation financière, parce que si c'est vrai que l'organisation est importante, nous savons aussi, nous qui sommes dans un certain nombre de territoires difficiles, qu'il est nécessaire d'aborder la question financière en étant le plus précis possible. Et en ce sens, on peut s'inspirer d'un certain nombre de travaux qui ont été faits dans nombre de fédérations de France, où on peut organiser une certaine forme de solidarité plus aboutie entre les petites fédérations et les grandes, les petites sections et les grandes, autour d'éléments à définir. Voilà, je pense qu'il serait intéressant qu'un groupe de travail soit mis en place sur ce sujet.

Sur la question de l'audace démocratique, il y a un excellent rapport, ça n'a pas encore été cité, qui a été rédigé par notre camarade, le rapport Richard, sur lequel il y a des propositions qui ont été faites sur le redécoupage des sections, de nouveaux statuts et de nouveaux fonctionnements dans les fédérations. Je pense que nous pouvons, dans le travail qui va être fait avec les secrétaires de section, aller beaucoup plus loin sur les questions de transparence, sur les questions d'anticipation par rapport à d'éventuels conflits qu'il pourrait y avoir sur toutes ces questions.

Alors, comme il faut être court, je m'arrêterai là en disant ceci : bien évidemment, ce travail que nous faisons sur le parti arrive à un moment capital, c'est bien sûr la mi-mandat dans laquelle nous nous situons. Nous ne pouvons pas faire comme si l'action gouvernementale n'existait pas à côté de celui-ci. Donc, il est également nécessaire, dans cette approche que nous aurons par rapport à toutes nos petites sections, de voir comment nous arrivons à réinjecter le corps social, à recréer de la dynamique, parce que le véritable challenge, il est aussi là. Parce que sur la route des échéances qui nous conduiront vers 2017, il y a cet enjeu de faire dialoguer à la fois notre soutien plein et entier à l'action du gouvernement, mais aussi la capacité à réarmer le parti dans toutes ses dimensions. Merci.

MARTINE CHANTECAILLE

Chers camarades, la direction nous saisit aujourd'hui de propositions de rénovation. Parmi elles, certaines nous semblent très pertinentes. À « Maintenant la Gauche », nous nous réjouissons tout particulièrement du retour de la formation idéologique. Qui s'en plaindrait ? Nous savons qu'il n'y a pas de victoire électorale sans victoire idéologique. Et pour cela, tous les militants doivent évidemment être formés.

Nous refusons, en conséquence, qu'elle soit réservée à quelques camarades qui seraient prédésignés pour la reconquête des territoires. Dans la vie politique comme dans la vie professionnelle, la formation doit être un droit effectif pour tous.
Si, d'autre part, comme l'écrit le texte, l'enjeu est de redonner des raisons de rejoindre le parti et d'y rester, si le défi est d'éviter qu'il se rétracte et que nous nous ouvrions sur la société, alors commençons par pratiquer une gauche acoustique, c'est-à-dire : par écouter ce que nous disent les militants, les sympathisants, les associations, et puis aussi les électeurs.

Ce qu'ils exigent et ce qu'ils attendent pour adhérer, pour nous rejoindre, chers camarades, ce n'est pas un choc de simplification. C'est l'absence d'écart entre le dire et le faire. Il est en ce sens nécessaire pour les militants que nous commencions par respecter nos propres règles, nos statuts, qui ont été votés par une très large majorité, les règles qui vont des sections aux instances nationales.

Et puis, parce que le cœur du problème, nous le savons bien, c'est la confiance, c'est la crédibilité, nous ne redonnerons jamais l'envie, quelles que soient les formes de communication, quel que soit le support technologique, si nous ne réduisons pas la fracture essentielle entre les principes affichés et les pratiques que nous mettons en œuvre.

C'est pourquoi, parce que ce cœur du problème pour l'adhésion, c'est cette réduction de l'écart entre le dire et le faire, la motion 3 « Maintenant la Gauche » ne votera pas ce rapport.
Merci.

GWENEGAN BUI

Chers camarades, quelques mots complémentaires au rapport qui a été présenté par Christophe Borgel tout à l'heure. Nous voici donc au deuxième étage de la fusée qui a été initiée par le premier secrétaire en juin. Le premier étage, c'était les États Généraux et la rénovation sur la charte des socialistes. C'était un moment de prospective, un moment d'analyse qui était nécessaire, mais c'était aussi un moment de vérification collective.

Analyse et prospective parce qu'il fallait vérifier que les enjeux de demain, l'actualisation de notre pensée, était un ensemble qui nous rassemblait. C'est fait, et c'est une chose qui est bien faite.
Le deuxième élément, c'était la vérification ; la vérification que nous étions bien tous d'accord sur ces enjeux et que nous étions bien tous d'accord pour rester ensemble et que c'était ces enjeux qui faisaient que nous restions ensemble et pas une habitude à être ensemble. Et c'est cette chose qui a été faite et qui est bien faite, qui est derrière nous, qui nous permet d'aborder la deuxième phase, la phase de rénovation du Parti socialiste.

C'est donc le temps de cette mise en œuvre que nous travaillons aujourd'hui. Or, nous avons constaté qu'encore une fois, élection présidentielle après les défaites municipales, des Etats Généraux aux primaires ou d'un congrès à un autre, il faut en permanence rénover, travailler, réhabiliter notre outil politique.
Le Parti socialiste est un parti de conquête, mais aussi d'exercice du pouvoir. Conquête et exercice, pas conquête contre exercice, comme certains espèrent le faire croire parfois. Mais nous sommes bien là pour faire l'un et l'autre. La conquête, cela oblige aussi à un objectif, une stratégie de conquête. C'est tout le sens engagé par les travaux que nous avons ce jour.
L'objectif premier, c'est de reprendre la marche en avant, cela a été très bien dit par Christophe. Mais marche en avant pourquoi ? Premier objectif : l'élection présidentielle. Second : élections législatives. Ne faisons pas le saut aux élections municipales de 2020 uniquement, mais ayons en tête ces élections de 2020 parce qu'elles sont aussi fondamentales pour le relèvement et le redressement du parti dans son ensemble.

Mais une reconquête, ça ne se prépare pas en six mois. Il faut s'y prendre bien avant. Il faut donc regarder nos forces et nos faiblesses sans complaisance. Et nos faiblesses, nous les connaissons : trop peu nombreux, pas suffisamment formés, pas suffisamment outillés. Nos militants doivent retrouver le sens de ce qu'est être membre du Parti socialiste. Ce sont des acteurs, des militants de notre cause, mais aussi des analystes et des gens qui sont capables de penser et de repenser le monde.

Et donc, pour cela, il faut donner des clés de lecture, des éléments de compréhension, refaire de l'éducation populaire, permettre que le militantisme redevienne aussi un outil de promotion sociale. C'est ça, le grand dessein de ce rapport.
Reconquête numérique aussi. Trop peu présents sur le nouvel espace de confrontation qu'est Internet, il nous faut y mettre toutes nos forces pour

combattre les rumeurs, propager nos thèses, mobiliser nos sympathisants, lancer des polémiques aussi ; bref reprendre l'avantage sur un terrain sur lequel nous sommes en situation défensive. D'autant qu'Internet nous permet de nous extraire de nos habitudes et restaure la créativité militante.
Il importe aussi de restaurer nos liens avec le monde associatif et le monde syndical. Ne pas croire que les seules relations institutionnelles priment, car on voit bien la difficulté de l'exercice du pouvoir sans relais sociaux forts. C'est un travail, un engagement dans la durée à tous les niveaux, à tous les échelons, que nous devons rétablir dans cette perspective de 2017 et de 2020.

Il en est de même avec les forces de gauche. Le premier secrétaire le dit bien mieux que moi : le tripartisme a une conséquence nette, directe. Dans une élection à deux tours, le camp qui perd meurt. Et la gauche peut être ce camp. Cela importe donc de définir une stratégie différente, qui ne peut plus faire croire que l'alliance traditionnelle au soir du premier tour sera suffisante et que le Parti socialiste seul sera en capacité de gagner les élections.
Cela va donc impacter notre organisation, l'organisation de la gauche, les relations entre partis, les relations entre militants. La nouvelle charte organise les conditions du rassemblement par l'annonce en particulier de la sociale-écologie comme l'une des valeurs fondatrices du Parti socialiste. C'est une base qui permet le rassemblement avec des forces écologiques, mais le vrai défi qui sera devant nous, c'est de savoir si nous sommes capables de vivre ensemble a priori et plus a posteriori, si nous sommes aussi capables de pousser un rassemblement plus large de l'ensemble des forces de gauche. Mais là, j'anticipe sûrement les débats des mois qui vont venir.
La rénovation de notre parti doit aussi prendre en compte les évolutions du champ institutionnel. Créé dans une France des communes et des départements, le Parti socialiste n'a pas su évoluer avec l'intercommunalité et le fait régional. Cela ne peut pas être sans conséquences pour notre propre organisation.

Le renforcement des unions régionales est une évidence, l'élection d'un secrétaire régional le sera tout autant. Le transfert de prérogatives de fédérations aux unions régionales devra se poser. La question même des fédérations devra être interrogée parmi nous.
Et derrière, d'autres questions : la présence de délégués de circonscription pour faire le lien entre les fédérations ou les unions régionales et le terrain doit être posée. Il faut discuter, regarder tout cela sans tabou, sans chercher toujours les vieux schémas qui ont fait nos victoires mais qui sont aujourd'hui décalés.
Nous savons tous cela. Nous savons en plus que, pour redresser le parti dans des territoires qui ont été dévastés par les élections municipales, nous ne nous en sortirions collectivement que par la solidarité : solidarité des fédérations voisines, solidarité financière, solidarité militante. Mais, aussi et surtout, sortir de nos habitudes lancinantes.

Alors, nous en avons discuté, de ces choses-là. Et dans la commission de travail, on nous a dit : « C'est trop tôt. Nous ne sommes pas prêts, pas mûrs, pas à six mois d'un congrès. » Évidemment. Mais quand serons-nous prêts ? Si nous ne commençons pas à discuter de ces réformes de structure entre nous dès maintenant, à coup sûr, nous ne serons pas prêts pour le prochain congrès, mais à coup sûr, nous ne serons pas prêts pour les prochaines échéances électorales.

Donc, c'est dès maintenant qu'il faut se mettre au travail dans les fédérations, dans les sections, dans les unions régionales, parce que c'est à nous de prendre le pouvoir et de changer les structures qui nous font vivre au quotidien.
Il en est de même pour le périmètre des sections. Trop petites ou trop grandes, il faut remettre l'ensemble de la présence territoriale du PS en question, rechercher son efficacité, sa capacité de développement, et non se cacher derrière l'histoire, les rancunes ou les vieilles querelles entre différentes chapelles.

Les intercommunalités se renforcent et, je l'espère, bientôt éliront leurs élus au suffrage direct. Il faut que le Parti socialiste anticipe cela, qu'il s'organise soit en sections intercommunales, soit en comités de section pour appréhender ces enjeux, préparer les élections, mais parfois juste homogénéiser les positions des élus socialistes. Ça ferait un bien fou, parfois, dans les assemblées intercommunales.
C'est là aussi aux premiers fédéraux de prendre la main. Nous n'avons pas besoin d'attendre le congrès. Nous pouvons dès maintenant, dans les conseils fédéraux, commencer à réfléchir, discuter entre nous pour faire bouger les lignes, parce qu'on ne nous attend pas.

Le premier secrétaire a estimé qu'il fallait nous réinventer, restaurer nos fondamentaux comme notre organisation, et il a pleinement raison. Les conditions politiques dans lesquelles nous évoluons tous ne nous permettent pas le luxe d'attendre des jours qui seront meilleurs. Si nous ne bougeons pas maintenant, la situation politique ne fera qu'empirer. Refuser le débat, refuser de bouger, refuser de discuter entre nous et se mettre la tête dans le sable, c'est à coup sûr obérer l'avenir de notre parti collectivement.

Il faut redonner des fondations fortes au Parti socialiste. Il faut lui retrouver du muscle par ses militants, il faut lui redonner de la voix par une pensée claire. Il faut lui redonner une fierté à porter son nom. Mais il faudra aussi lui redonner envie.

Et ce défi, c'est tout autant le parti que le gouvernement qui en a la charge et la responsabilité. C'est notre exercice du pouvoir qui doit redonner confiance, restaurer une image à la hauteur de ce que nous sommes. C'est notre exercice du pouvoir qui en sera un facteur déterminant. Alors, profitons des quelques dimanches qu'il nous reste pour y réfléchir.

BENOÎT HAMON

Mes chers camarades, bonjour à tous. Pour commencer, je veux dire que, sur l'exposé qui a été fait par Christophe Borgel et qui prépare les échéances qui sont celles au-delà de 2017, de 2020, je pense que le parti, le secrétariat national, autour de Jean-Christophe Cambadélis, a raison d'anticiper ces échéances, a raison de préparer le parti à ces batailles qui sont des batailles à moyen et long termes, parce que si nous ne le faisons pas maintenant, on se retrouvera toujours dans quelques années pour se reprocher de ne pas avoir mis sur la table ce qu'il était nécessaire de faire une fois qu'on a vécu des défaites aussi cruelles que celle des municipales.
Et je soutiens, en tout cas à la lecture, à l'oreille, tout ce qui a été proposé par Christophe Borgel parce que je trouve que ça va dans le bon sens, et en tout cas que ça travaille à ce que notre organisation se fixe des objectifs en termes d'organisation politique de « masse » - je mets des guillemets autour de masse, parce que je pense que les étapes, d'ici là, sont nombreuses- , mais aussi en termes de créativité et d'innovation, qui me paraissent aller dans le bon sens. Et je veux dire que je soutiens cela.

Je voulais faire quelques remarques ou vous partager quelques réflexions sur le début de l'année 2015, parce que nous sommes à notre dernier Conseil national avant l'année 2015, année 2015 qui va s'ouvrir avec en tête, pour commencer, les élections cantonales, la nécessité de faire campagne pour défendre le bilan de nos conseils généraux sur ce qui est, reconnaissons-le, normalement le cœur des compétences, des valeurs de la gauche : l'action sociale, la solidarité.

C'est là où on peut déployer, même si les contraintes existent, mais là où on peut déployer notre projet politique, notre savoir-faire, et permettre aux Français, en matière d'action sociale, de bénéficier pas simplement de prestations sociales, mais aussi de politiques qui travaillent à lutter concrètement contre les inégalités.

Il me semble donc que ces élections vont être tout à fait déterminantes, pas seulement pour nous, aux soirs des élections et du second tour pour faire le bilan du nombre de départements qu'on aura gardés, mais d'abord utiles aux Français qui voient, eux, ou verront, s'ils ne le savent encore, la différence qu'il y a entre un département de droite et un département de gauche, sur des prestations comme le transport scolaire, la restauration ou évidemment l'action sociale.

Et donc, cette élection-là me paraît être une élection tout à fait décisive pour laquelle nous devons consacrer l'essentiel de notre énergie, même si nous savons que la plupart des présidents de conseils généraux n'iront pas chercher dans les documents nationaux le moyen de gagner sur le terrain tel ou tel canton.

Cela étant dit, du degré de mobilisation nationale de nos militants et du parti dépendront peut-être le point ou le demi-point qui font qu'on garde tel ou tel canton. Et quand ça se jouera vraiment sur le fil du rasoir, tout ceci sera important, donc moi je suis pour une action très engagée, très militante du parti sur les cantonales.

Mais pourquoi je parle des cantonales ? Parce qu'avant les cantonales, outre un calendrier de désignation aux régionales, outre un calendrier qui ouvre le processus du congrès, il va y avoir, et je veux en dire un mot rapidement et je m'arrêterai à cela, il va y avoir l'examen d'un texte tout à fait important à l'Assemblée nationale, dont nous savons que ce texte va, parce qu'il le produit déjà, produire du débat entre nous et produire un peu plus qu'un débat sur combien de dimanches doivent être travaillés ou pas.

Je m'explique : moi, j'ai été ministre de la Consommation, j'ai fait passer une loi qui, à plusieurs titres, sur la question des professions réglementées, avait ouvert le chemin à ce qui peut se faire aujourd'hui sur un certain nombre de professions dont moi j'assume de dire que le raisonnement est juste dès lors qu'on s'attaque à la rente, et dès lors qu'on s'attaque à des privilèges qui sont des privilèges aujourd'hui insupportables. Et de ce point de vue-là, le gouvernement a raison de s'attaquer aux professions réglementées. Et moi, je ne confonds pas la mobilisation qui existe contre les professions réglementées des critiques qui peuvent exister sur une autre partie du texte et qui concerne l'extension du travail le dimanche. Et je vais en dire un mot, pour que les choses soient parfaitement claires. Là encore, quand j'étais à Bercy, Mailly avait fait son rapport et m'avait interrogé comme la plupart des ministres de l'époque et parlementaires sur : « Que fait-on sur le travail le dimanche ? Est-ce qu'on étend ? Est-ce qu'on n'étend pas ? Combien de dimanche, etc. ? » Moi, je vais vous dire ma position. Sur les zones touristiques, en clair les Champs-Elysées, le boulevard Haussmann, etc., moi je n'ai aucun problème à ce qu'on puisse ouvrir davantage sur les zones touristiques. À la condition que cela relève de la décision d'abord du maire, et que les élus gardent la maîtrise de ce type de choix. Mais, pour ce qui relève des autres dispositions prévues dans la loi, on peut discuter, et assez longtemps, du bénéfice économique d'une mesure qui amène à ce qu'on travaille deux, trois quatre, cinq dimanches en plus. Honnêtement, les arguments économiques sont faibles, pour ne pas dire, en termes de gains économiques, insignifiants.

On peut davantage discuter du risque ou des menaces que pointent les confédérations syndicales en termes de compensations sociales et salariales. Pourquoi ? Je pars d'un principe, même si la loi peut être volontaire dans ce domaine-là, mais la loi d'airain du marché, c'est que ce qui est rare est cher, et moins le travail du dimanche sera rare, moins il sera compensé. C'est aussi simple que ça. Et plus le travail du dimanche sera généralisé, moins les compensations dont bénéficieront les salariés seront importantes. Donc, on peut discuter encore de ça. Mais objectivement, aujourd'hui, tant sur le plan économique que sur le plan social, cela me paraît discutable.

Mais je vous donne, moi, ma position, de dirigeant de gauche, de militant socialiste : pourquoi ne suis-je pas favorable à cela ? Je pense qu'il y va d'une certaine conception de la vie en société. Et je vous le dis, nous sommes à la période de Noël, pardon de prendre des exemples qu'on connaît tous très bien, et je me tourne vers Guillaume qui doit connaître les mêmes que moi, nos enfants sont déjà des acheteurs compulsifs. Dès 3, 4, 5, 6 ans, ils sont déjà la cible de centaines de messages publicitaires. On parle aujourd'hui de consommer de l'hôpital comme de consommer de l'école. Et on voit à quel point la société de consommation s'est immiscée dans nos vies. Eh bien, moi je considère que parce que la société de consommation s'immisce à ce point dans nos vies, la priorité qui doit être la nôtre, elle n'est pas d'ouvrir quelques dimanches de plus pour un gain tout à fait hypothétique, voire insignifiant, les temples de l'hyper consommation le dimanche. Je le dis parce que c'est ma conception, en tout cas, de la vie en société. Alors, il y a d'autres arguments qui consistent à dire : adaptons-nous aux nouveaux modes de vie. De qui ? D'un certain nombre de Français dans un certain nombre de régions mais pas de tout le monde. Ces modes de vie amenant à ce que chacun soit libre de choisir de quelle manière il organise sa semaine. S'il veut avoir un jour non travaillé le dimanche, ou le lundi, ou le mardi. Alors, j'y oppose moi deux arguments assez simples D'abord, qui travaille le dimanche principalement ? Les femmes, les mères célibataires, qui auront donc le loisir, grâce à nous, de travailler un peu plus le dimanche quand leurs enfants sont à la maison, et de se reposer le lundi quand leurs enfants sont à l'école ; les étudiants, dont moi je veux signaler, là aussi, que les étudiants qui échouent le plus à leur diplôme sont ceux qui sont obligés de travailler pour se payer leurs études. Et enfin, la liberté de choisir le jour où on ne travaille pas. Pourquoi est-ce que la gauche, à la différence de la droite, est attachée aux dimanches non travaillés ? Parce que la gauche ne s'intéresse pas qu'aux individus, que la gauche ne parle pas qu'aux individus. Et le dimanche, parce que c'était le même jour pour tous qu'on ne travaillait pas, c'était le moment où on pouvait faire société, le moment où on pouvait faire famille. Et moi, je suis attaché à ce qu'il y ait un jour où on fasse société, et où on fasse famille. Je ne parle pas de ce que sera la conséquence pour nos bourgs ou nos centres-villes du fait qu'en renforçant les grands magasins, on accélère la désertification du commerce de centre-ville. Et je termine d'un mot : 60 % des Français sont aujourd'hui favorables à l'ouverture des commerces le dimanche ou au travail le dimanche. Pas clair. On ne sait pas si c'est parce qu'ils veulent y travailler ou si c'est parce qu'ils veulent y consommer. Mais en même temps, ils sont 88 % à dire qu'ils sont attachés à leur boulangerie, leur boucherie, leur fromager, leur poissonnier. Il faudra qu'on leur explique que, effectivement, c'est du commerce de centre-ville… Mais oui, mais si tu fais du grand magasin ouvert le dimanche, ton poissonnier, il sera fermé plus rapidement que tu ne le penses. Et c'est à toi, ministre de l'Agriculture que je le dis, qui doit être un petit peu intéressé par la pêche, accessoirement.

J'en termine en disant que moi, je ne propose pas que la lecture que l'on ait de ce type de sujet

se fonde sur un ou deux sondages. On a nous-mêmes dans le passé, et fort heureusement, tordu quelques sondages très majoritairement opposés aux positions du Parti socialiste et qui sont devenus très favorables aux nôtres quand on s'est battu et qu'on a fait campagne pour.

Mais je veux simplement vous dire que sur ce dossier-là, il faut que l'on trouve une solution en responsabilité, et qu'il ne s'agit pas juste d'un troc d'un dimanche en plus ou en moins, qu'il y a aujourd'hui dans notre famille politique, parmi nos électeurs, des hommes et des femmes qui sont attachés à des modes de consommation plus tempérés, à des modes de consommation responsables, et qui ne militent pas et ne souhaitent pas qu'en remettant en cause le travail le dimanche, ou en tout cas en étant dans le travail le dimanche, on travaille finalement à une société dans laquelle la gauche parle aux consommateurs mais plus assez aux Français qui sont aussi des travailleurs, des bénévoles, des parents et des citoyens.

MICHAËL CORTOT

Oui, mes camarades, quelques mots pour me présenter déjà puisque beaucoup d'entre vous ne me connaissent pas. Je suis le premier secrétaire fédéral d'Indre-et-Loire, fédération de Marisol Touraine mais aussi de Laurent Baumel, je le dis à chaque fois, en Indre-et-Loire comme probablement ailleurs, l'union des socialistes est un combat permanent. Je voulais aborder avec vous un sujet qui avait été très peu traité jusqu'à l'intervention de Benoît juste avant moi, c'est la question de la préparation des élections départementales. On est à maintenant à peu près trois mois du premier tour et je crois que collectivement, nous devons nous intéresser à cette question.

L'Indre-et-Loire, c'est un département qui a été toujours à droite, jusqu'en 2008 où nous l'avons gagné avec la présidence de Claude Roiron. Dans notre département, et je ne doute pas que ce soit une spécificité, les discussions avec les partenaires sont compliquées, non pas pour des raisons locales, on a une vice-présidente PC, un vice-président Vert, mais avant tout pour des raisons nationales. J'étais encore ce matin, avant de sauter dans le TGV pour vous rejoindre, à discuter avec les Verts. Les Verts qui aujourd'hui discutent, eux, avec le Front de gauche, les communistes, l'extrême gauche, et ce qui est en train de se constituer en Indre-et-Loire, et je ne doute pas que ce sera la même chose dans d'autres départements, c'est qu'à ces élections départementales, qui seront un galop d'essai avant les élections régionales, nous allons avoir des candidatures d'union rassemblant tout le reste de la gauche sauf nous. Et ça, ça va être long pour en mesurer les impacts. On a vu à quel point les élections municipales du printemps dernier nous avaient abîmés, avaient abîmé des élus qui avaient bien travaillé, qui du jour au lendemain se sont retrouvé balayés, avaient abîmé nos militants qui font des campagnes depuis des années et qui n'ont pas compris ce résultat. Alors, ce contexte-là fait qu'aujourd'hui, la préparation des élections départementales est complexe puisque dans un département où, je le redis, la gauche est majoritaire, au conseil général, où sur 37 cantons, aujourd'hui, on en détient 24, aujourd'hui vous avez plus de la moitié des élus sortants qui ne veulent pas repartir. Vous avez des cantons où on a du mal à trouver des candidats. Alors, vous me direz que ce sera pratique pour nous puisqu'on aura l'argument du renouvellement à faire jouer, mais encore faut-il qu'on trouve des militants suffisamment motivés pour y aller. Et pour y aller, comme je le disais sur ce qui se prépare à notre gauche, pour peut-être ne même pas pouvoir porter les couleurs de la gauche au deuxième tour. Parce que, pour faire écho à ce qui a été dit tout à l'heure, si on veut pouvoir préparer les reconquêtes de 2020, il faut quand même qu'on passe la séquence de 2015 sans que ce soit un massacre généralisé. Et qu'est-ce qu'il se passera si pour le deuxième tour de ces élections départementales, dans la majorité des cantons de mon département comme dans d'autres, la gauche n'est pas présente au deuxième tour ? Si nous avons, si nous devons encore affronter une

multiplication du 21 avril 2002 que nous avons connu tristement et qui risque de se reproduire au mois de mars, aux départementales, avec quelles conséquences pour les régionales ?

Moi, je n'oublie pas que la gauche s'est construite, le Parti socialiste s'est construit grâce à son réseau de militants, mais aussi grâce à son réseau d'élus locaux. Les victoires de 2012, c'est aussi le résultat des victoires des années précédentes. On s'était constitué progressivement un réseau d'élus, et au Parti socialiste, on sait aussi qu'un réseau d'élus, ce sont aussi des cotisations d'élus qui rentrent derrière et qui apportent des moyens financiers aux fédérations et au parti. Parce que par rapport à ce qui a pu être présenté sur l'évolution de nos pratiques militantes dans les années à venir, comment devrons-nous affronter ces nouveaux enjeux dans des fédérations où nous avons des budgets qui sont amputés de 30, 40, 50 %, et où le premier fédéral que je suis se demande si à l'issue des séquences électorales de l'année prochaine, il ne devra pas envisager des licenciements au sein des permanents ?
Donc, je souhaite quand même, parce que c'est mon sentiment à ce CN, qu'on a déjà passé la séquence des départementales. Moi, je souhaite que le parti ne néglige pas cette séquence-là, soutienne les fédérations, soutienne les militants et soutienne les élus qui porteront nos couleurs en mars prochain. Merci de votre attention.

GÉRARD FILOCHE

Bonjour chers camarades. Bon, j'ai entendu les rapports : gagner les élections municipales en 2020, avoir 500 000 adhérents en 2017. Mais pour ça, il faut peut-être d'abord ne pas perdre les cantonales de mars 2015. Et pour ne pas perdre les cantonales de mars 2015, vous avez raison, il faut s'organiser ; moi je suis pour l'organisation. Je suis tellement pour l'organisation d'ailleurs que j'ai toujours une préférence pour l'organisation dans les sections que pour l'organisation par Internet. J'ai du mal à admettre qu'un militant puisse avec un bouton, sans venir jamais dans une section, être membre et voter dans un congrès. Puisqu'on est capables de faire un organigramme comme ça, j'aimerais y voir que pour voter dans un congrès, un militant doive participer au moins à deux débats avant.

Parce que ne pas participer à des débats et voter, je ne suis pas sûr que ce soit une progression idéologique, une progression en formation, une progression organisationnelle, et une progression militante qui fasse ensuite entraîner les autres. Je suis pour les militants réels beaucoup plus que pour les militants e-virtuels.

Mais ensuite après, c'est quand même... Dans les trois mois qui viennent, et ça a été dit par deux intervenants avant moi, qu'est-ce qui peut nous empêcher de recruter ? C'est le carnet de commande, le carnet de commande, ce sont nos électeurs. Et nos électeurs, ils ne sont pas pour commander la loi Macron. Il est sûr, une chose est certaine, que le travail le dimanche, ça ne plaît pas, mais les arguments qui ont été donnés déjà... Alors, écoutez, un achat le dimanche ne sera pas fait le lundi, un emploi précaire le dimanche sera supprimé le mardi. Si on fait le caddie pour tout le monde le dimanche, eh bien ce sera un recul de civilisation, et pas une avancée. Du point de vue économique, ça ne vaut rien. Même les grands magasins ont déjà des chiffres plus bas le dimanche. Et si ça se généralise, il y aura encore moins d'achats le dimanche qu'aujourd'hui dans les magasins exceptionnels qui s'en vantent.

Pour les salariés, on ne peut pas dire qu'il y ait un volontariat. Le volontariat n'existe pas en droit du travail, même celui qui croit qu'il choisit de travailler le dimanche, ce n'est pas lui qui choisit, c'est son patron, s'il le veut ou s'il ne le veut pas, parce qu'il est subordonné. Ensuite, la loi Macron dit clairement qu'il n'y aura pas de compensation par la loi. J'entends les petites cachotteries de vocabulaire. Parce que la loi propose de demander par la négociation des compensations. Les gens non avertis se disent : *« Il y aura des compensations. »* Mais les gens avertis comprennent que la loi n'en donnera pas, et qu'en conséquence les négociations ne donneront pas de compensation. Quand il n'y aura plus personne dans les magasins le dimanche, et ça a été dit tout à l'heure, plus ça s'ouvrira, moins il y aura de caractère exceptionnel, moins il y aura de compensation. Donc, on aura des femmes pauvres et précaires qui viendront travailler le dimanche, ou des étudiants désargentés, et ce sera au détriment de l'ensemble de la société, et y compris

d'eux-mêmes. C'est pour ça que nous devons garder quelque chose de civilisé, qui est le repos le dimanche.
Mais si je dis cela, je veux aussi le dire pour le travail de nuit. Parce que nous ne l'oublions pas. Maintenant, on appelle ça *« travail en soirée »*. Mais je m'excuse, pour des femmes de banlieue qui viendront au cœur de la capitale pour vendre du parfum jusqu'à minuit, il faudra rentrer après 2 heures, elles le font, elles en sont tristes parce qu'il faut qu'elles rentrent à 2 heures du matin chez elles. Quand le patron, il sort, il va au théâtre. Mais elles, il faut qu'elles reprennent le moyen de transport le moins coûteux pour arriver. Et tout ça pour, nous dit-on, le tourisme. Alors maintenant, c'est les Chinois. Avant, il y avait le plombier polonais, maintenant, c'est les Chinois. Alors ils viennent six jours et demi. Sur six jours et demi, les tours opérateurs les font circuler à Paris le matin ou l'après-midi, pas le soir. Ils vont faire autre chose le soir. Et ensuite, s'ils doivent acheter du parfum, ils l'achètent à l'aéroport, en free, en duty free. Et surtout si l'aéroport est devenu chinois entre temps, si vous voyez ce que je veux dire.

Vous ne me ferez pas croire que le touriste chinois est un argument pour forcer des femmes pauvres et précaires à travailler soit de nuit soit le dimanche. Nous avons une petite idée de notre civilisation et nous avons dix ministres dans notre gouvernement qui, il y a quatre ans, ont manifesté avec nous tous contre la loi Maillé pour protéger le dimanche. Quand nous faisions des vidéos, quand nous faisions des tracts, tous ensemble ici nous avons voté pour cela. Avec dix de nos ministres actuels. Nos ministres actuels, s'ils veulent qu'il y ait des adhérents au Parti socialiste, nos ministres actuels, s'ils veulent qu'on ait des électeurs, qu'on ne perde pas les élections, eh bien il faut qu'ils continuent sur la lancée qui était la leur avant qu'il soit décidé autre chose.
Mais il n'y a pas que ça dans la loi Macron. Ni la nuit, ni le dimanche, il y a le licenciement, et c'est peut-être un des points les plus fragiles. Il y avait jusqu'à présent des critères, ils ont été chahutés dans l'ANI et au moment de la loi du 14 juin, quatre critères.

Il y a eu une discussion sur leur ordre, le critère social a été premier, ça a été sucré. Ensuite, le patron choisit entre les quatre critères. La loi Macron supprime les quatre critères. Ensuite, elle dit : avant, il a fallu vingt ans de jurisprudence pour qu'on arrive à dire que quand il y avait un licenciement, l'entreprise, c'était trop facile d'être dans l'établissement, ça concernait le groupe, et qu'elle devait reclasser dans le groupe.
Maintenant, la loi Macron dit que ce sera au niveau de l'établissement et plus au niveau du groupe. Et la loi Macron dit que quand un salarié aura gagné sur le licenciement sans cause réelle et sérieuse ou abusive dont il aura été victime, il ne sera plus réintégré. Il y en a qui me disent : mais il ne l'était jamais. Peut-être, mais il était en position de négocier avec son employeur pour ne pas être intégré dans de meilleures conditions, on le lui enlève ce droit bien sûr.

Et de la même façon, quand vous continuez à voir l'ensemble du droit du travail qui se détricote, quel est le raisonnement ? Le raisonnement est l'idée que plus on dérégule, plus ça fait de l'emploi. Mais ce n'est pas vrai. Bien sûr que ce n'est pas vrai. Le travail de nuit en 1992, il a été autorisé, hélas, par nous, bien que l'OIT nous ait tapé sur les doigts parce que nous l'avions fait, pour les femmes.
Depuis 1992, il y a un million de femmes qui travaillent de nuit en plus. Entre 92 et aujourd'hui, un million de plus. Ça n'existait pas avant qu'on dérégule. Et quand on a dérégulé, le chômage a augmenté d'un million et demi. Est-ce que ça a apporté de l'emploi de travailler de nuit, de travailler en soirée, de déréguler, de faciliter les licenciements ? Bien sûr que non.

Ce qui facilite de l'emploi, c'est la régulation. C'est le contraire de ce que le MEDEF nous indique. Si vous voulez de l'emploi, il ne faut pas flexibiliser, il faut donner des cadres organisés. De la même façon qu'on s'organise pour notre parti. Parce que si notre parti est flexibilisé, il ne recrutera pas. Si nous sommes organisés, nous pouvons recruter.

Pourquoi on dit quelque chose à l'intérieur, et qu'à l'extérieur on dit flexibiliser ? C'est mauvais pour l'emploi et c'est mauvais pour nos adhérents.

ÉLISABETH GUY-DUBOIS

Chers camarades, je ne parlerai pas du travail du dimanche. L'enjeu majeur auquel notre parti est confronté est bien celui de l'ouverture à la société française, c'est-à-dire le lien qui nous unit nationalement mais aussi dans chaque territoire avec les forces vives de notre pays. Dans cette période, avec ce projet, notre parti s'apprête à franchir une étape que j'estime fondamentale.

Dans cette période, plus que jamais, il est utile aussi de repenser au formidable travail de rénovation qui avait été impulsé par Michel Rocard et Lionel Jospin au milieu des années 90, au lendemain de nos défaites de 93.

En ce qui concerne le projet qui nous a été proposé par Christophe, je voudrais revenir sur deux points, mettre en avant deux points. Le premier, c'est l'adaptation de notre parti à l'évolution de nos territoires. Notre pays s'est transformé, de nouveaux territoires montent en puissance : les régions, les intercommunalités. De ce point de vue, le périmètre de nos sections, la prise en compte du fait régional doivent nous amener à être plus efficaces, non seulement pour préparer les élections, ça a été dit, et être le relais des débats politiques dans ces institutions, mais surtout pour mieux penser collectivement, construire de véritables projets partagés à l'échelle de ces territoires. Et enfin, favoriser les échanges entre les socialistes qui, malheureusement, ont tendance quelquefois à être un peu trop repliés sur eux-mêmes.

Le deuxième point que je voulais mettre en avant, c'est le champ de la formation. Il nous faut investir la formation. Nous avons connu de formidables vagues d'adhésion lorsque nous étions dans l'opposition. Dans la difficulté, dans une période de crise, d'incompréhension face aux bouleversements du monde, nous avons besoin de cadres mieux formés, qui vont mieux connaître nos fonctionnements, qui vont faire vivre plus collectivement l'analyse. Être plus autonome, en un mot, être plus acteur. Nous devons bâtir un parti de militants qui vont être plus acteurs de la société. Le travail accompli par la direction nationale ces derniers mois sur ce point est structurant.

Pour ces deux raisons évoquées avec mes camarades de « Besoin de Gauche », nous appuyons sans réserve ces nouvelles orientations.

En conclusion, pour terminer, rappeler que nous sommes le parti des primaires. Nous avons désigné nos leaders, mais cela n'est plus suffisant. C'est avec le peuple de gauche qu'il nous faut construire nos nouvelles orientations. Et de ce point de vue, et je finirai là-dessus, nous saluons la mise en place des forums thématiques, mais aussi de tout ce qui attrait à de l'intelligence collaborative, de ce qui a été évoqué comme le PS data, du partage des données, de l'information pour pouvoir mieux décider.

À l'image des primaires, il nous faudra donc réfléchir dans les mois qui viennent pour aller plus loin, parce que dans le fond, notre rôle de militants socialistes, de parti, notre responsabilité, c'est aussi toujours de donner tous les moyens et pour donner plus de pouvoir à nos concitoyens. Je vous remercie.

DAVID ASSOULINE

Camarades, sur deux questions. La première, celle qui nous est présentée aujourd'hui, sur la réorganisation du parti, je pense que, très franchement, c'est bien quand on arrête d'être dans un entre-deux, et que des débats qui ont lieu depuis longtemps sont tranchés sans a priori. Parce que j'ai toujours été partisan de ce parti ouvert, de ce parti où on ne mette pas de multiples obstacles à des nouveaux adhérents, dans une situation où on doit plutôt aller les chercher et ne pas réfléchir à comment on les bloque. Donc bravo en tous les cas sur le fait que ce débat est tranché. N'oublions pas, pour se souvenir que si on doit débloquer la société française, il y a des longueurs un peu trop grandes pour débloquer notre parti, parce que, quand on défendait ça en 2006, on nous disait qu'on voulait liquider le parti et faire un parti de supporters contre un parti de militants. Personne ne le dit aujourd'hui, eh bien la vie a tranché, mais on a perdu un peu de temps quand même. Je le dis parce que la primaire a été quelque chose de si fantastique qu'on aurait réagi plus tôt, peut-être que des liens réels auraient été matérialisés pour en capitaliser les choses, y compris en moment de vaches maigres, peut-être qu'on considérait que c'était acquis pour toujours, or, on se rend compte que dans cette situation, on a besoin d'un coup de fouet, et je salue la réorganiation.

Je veux dire qu'une question n'a pas été évoquée, qui me semble fondamentale, et qui risque d'être quelque chose qui nous taraude à partir du moment où on ne gagne plus de façon évidente les élections locales. Il y a une époque où le chemin évident, pour être socialiste, c'était être engagé dans sa ville, dans la société, dans le mouvement associatif, mouvement de l'éducation populaire, dans son lieu de travail, sur des causes, avec des associations, et on était socialiste. Et on était bien comme ça, ensuite, on a gagné les élections. Et donc on liait ça à être un élu local. Et ensuite, on venait au Parti socialiste pour être un élu local, on oubliait la case du début.

Il y a plein d'endroits où on va être obligé de revenir, malgré nous, mais de revenir au fait que le seul engagement visible pour nos concitoyens quand on n'a plus de possibilité d'avoir d'élus immédiatement, sera l'engagement sur des causes, sur des engagements dans la ville, et la reconnaissance militante viendra de là. Et donc, je pense que le parti va devoir valoriser cela.

La deuxième question, je finis là-dessus, parce qu'elle n'est pas évoquée. Et là, c'est un appel à tous les militants, tous les camarades ici présents, je pense qu'on doit réfléchir, Jean-Christophe aussi, je crois, je le dis, c'est une proposition. Il y a un climat délétère, tout le monde le dit, situation économique difficile, donc lien social, donc valeurs de la République, qui se délitent. On le dit depuis un certain temps. On sent à chaque fois que c'est même pire que ce qu'on décrit. Il y a eu, il y a quelques mois, on avait dit que c'était quand même quelque chose d'historique, une manifestation de dizaines de milliers de personnes à Paris qui, pour la première fois depuis la Libération pouvaient dire « Dehors les juifs », et on avait dit qu'on ne pouvait pas rester les bras croisés.

Et puis, il y a eu des actes, et ça a continué à se déliter. Il y a les dangers qu'on sent devant nous. Il y a ce qui s'est passé à Créteil. Le Premier ministre, à l'Assemblée nationale, fait une intervention absolument remarquable qui montre qu'au niveau des autorités de l'État, on répond présent. Mais il dit quelque chose, c'est que c'est anormal qu'il n'y ait pas le réflexe sociétal, dans la société civile, de réaction à la hauteur de ce qui se passe. Ça veut dire qu'on est tous interpellés, ça veut dire que la gauche dans son ensemble est interpellée, que tout le mouvement associatif est interpellé, que les syndicats sont interpellés, tous ceux qui ont une conscience de gauche, ou même républicaine. Alors, je le dis très franchement, j'avais émis l'idée à l'époque de cette manifestation de quelques dizaines de milliers de personnes, nous devons prendre contact avec tous les mouvements d'éducation populaire, Ligue enseignement, mouvement laïque, la gauche large, le peuple de gauche, organiser encore tous les partis de gauche pour organiser une mobilisation massive, centrale sur cette question, pas pour soutenir telle ou telle mesure, pas pour nous diviser, pour ce qui rassemble sur la République et sur le fond, nous sommes en capacité de le faire. Je pense qu'il faut le faire de façon forte très vite et que c'est aussi comme ça que quand on a des difficultés y compris au niveau électoral, ce n'est pas le problème, le problème d'abord, c'est d'être utile pour nos concitoyens, pour que chaque adhérent ne soit pas simplement appelé à venir coller une affiche quand il y a une élection, mais à se sentir utile, et je finis là-dessus, à se sentir utile sur ce qui fait le fond de son engagement, ce qui fait qu'on a eu des tripes pour militer. Donc, je le dis, je pense qu'il faut être à la hauteur et beaucoup de volontarisme, parce que dans le mouvement, il y aura une faillite, je le dis, il y a des moments de l'histoire où ça bascule. Eh bien, les mouvements antiracisme et défense des droits de l'homme, s'ils nous disent qu'ils ne peuvent pas réagir, eh bien, la page sera tournée pour d'autres organisations qui émergeront. Donc, tout le monde a intérêt à relever ce défi, et je pense que le Parti socialiste est en mesure d'être le catalyseur d'une telle cause.

OLIVIER GIRARDIN

Merci de vos applaudissements, ça me va droit au cœur, et c'est ce que je disais aux gens autour de moi cette semaine : avec le nombre de presse qui a défilé dans ma commune et sur mon territoire, je dis : heureusement que je ne suis pas au deuxième, je n'aurais vu personne ! Parce que le système est dingue, y compris dans la gestion de ça. C'est fou.

Justement, je voulais vous en dire quand même deux mots. J'ai eu des paroles, on peut les trouver dures et brutales ; je suis d'accord, elles étaient dures et elles étaient brutales. Pardonnez-moi. Mais très sincèrement, je pense que si je n'avais pas dit ça, j'aurais manqué à mon devoir. J'aurais manqué à mon devoir de nous dire que nous pouvons disparaître et que nous pouvons disparaître rapidement, pour des raisons qui sont assez évidentes et qui n'empêchent pas la qualité du travail qui a été présenté tout à l'heure. Ce qui nous rend, de toute façon, forcément, schizophrènes. Mais après tout, on est socialistes. Je le dis parce qu'il y a dans les mécaniques de développement des arguments des gens, quand ils ont encore les deux minutes pour vous accorder l'attention et vous répondre, le fait que nous sommes extérieurs à eux, je l'ai dit dans la presse. C'est-à-dire que le monde politique est un autre monde, et je vais vous dire ce qu'il y a derrière l'abstention, qui est une abstention que moi j'ai compris comme : *« On va laisser Le Pen arriver. »* Parce que c'est ça, le sujet derrière une partie de l'abstention de nos concitoyens. Ils savent pertinemment qu'en faisant ça, ils laissent une chance plus importante au candidat du Front national. Ils nous disent : *« On est, nous, dans la crise. Eh bien, vous allez prendre la crise. Vous allez vous, dans votre monde, vous la prendre. »* Ça veut dire que nous sommes dans cette espèce de dissociation et d'incapacité à dialoguer sur le fait que nous sommes là, nous les politiques pour nous adresser à eux et pour conduire les destinées collectives.

Ce que je dis là encore est évidemment caricatural. Prenez-le comme, pour éviter le mot caricatural, comme un idéal type weberien. Voilà ce que je vois, ce que je lis, ce que je lis dans ce que je ressens. Et s'il vous plaît, pensez une seconde que ce n'est pas un tropisme égotique qui ferait que j'aurais découvert tout ça un soir de décembre. Je le pense, et d'ailleurs je l'ai dit, y compris en Bureau national, je pense que tout ça est depuis le début des années 2000, la dissociation se fait petit à petit. Et je pense que l'une des questions centrales, c'est la question du sens. Ils ne savent plus, les gens, où nous allons, où ils vont, où nous voulons les conduire. Et je crois très sincèrement que pour faire un détour vers le Front national, nous devrions nous inquiéter encore plus de ce qui est en train de se passer parce que, manifestement, eux, ils ont tout compris. L'attaque, les principes posés sur l'écologie, sur les nouvelles technologies, ils sont en train de siphonner l'ensemble des questions qui vont faire sens, et ils vont leur donner du sens et ils vont leur donner une direction. Parce que l'axiome de base du Front national est désormais celui-ci : la droite a

échoué, la gauche a échoué. Vous êtes d'accord ? C'est difficile de ne pas être d'accord. Qui le dit ? Nous ? Alors, nous avons raison lorsque nous allons dire la suite. Et la suite, c'est le sens que nous allons retrouver. C'est cette bataille-là qui est difficile aujourd'hui pour nous, qui sommes en responsabilité et qui essayons de donner du sens. Mais sur les questions d'écologie, etc., enfin tous les mots qu'on a trouvés, il va falloir leur donner une résonance concrète et une résonance évidemment dans l'action.

Mais je vais terminer sur un point : j'entends beaucoup que la deuxième partie du quinquennat sera consacrée à la question de la réduction des inégalités. C'est un formidable objectif qu'il faut poursuivre. Mais je veux vous le dire, et ça, c'est une conviction personnelle, je ne me fais le porte-parole de personne, d'ailleurs j'en profite pour dire que depuis vingt-cinq ans, je ne suis pas le porte-parole de Benoît Hamon, et quand je fais des bêtises, ce n'est pas de sa faute, et quand il dit des trucs, ce n'est pas moi qui les dis. Parce que j'ai entendu la petite musique qui m'est arrivée aux oreilles comme quoi c'était bien la preuve que tout ça, les frondeurs, machin, etc., enfin bref, des trucs compliqués mais ça n'a pas grand intérêt ici, je reviens sur mes inégalités. Je reviens sur mes inégalités, je ne parle pas que par idéotypes, Monsieur Weber... La question des inégalités, ce n'est pas une question simplement d'une injustice sociale, ce n'est pas simplement, et ce serait déjà beaucoup, une injustice morale. L'accumulation de richesses au plus haut et la perte de revenus au plus bas, elle inscrit la question du rapport des forces dans la société, et pas seulement en France, dans le monde. Autrement dit, l'accumulation incroyable de richesses, dans le monde, concentrée en finalement peu de mains à l'échelle de la planète, elle crée une situation de déstabilisation de l'ensemble de l'humanité. Parce que, en peu de mains, on concentre le pouvoir de mettre au pas des États, et pas seulement des territoires, petits, des catégories sociales. Et c'est la question à laquelle nous sommes confrontés, nous en tant que socialistes, qui ne pensons pas que ce n'est pas parce que nous disons qu'il y a des victimes que la situation va se résoudre le jour du grand soir qui arrive forcément demain. Et c'est cette question que les socialistes doivent affronter. Il y a dans la question de la lutte contre les inégalités une question de lutte contre le pouvoir, et le pouvoir, il est dans ce que disait le président de la République, avant qu'il ne le devienne, dans quelque chose qui s'appelle la finance, puisque nous ne savons pas la nommer autrement. C'est là notre tâche, il faut reprendre le chemin. Merci.

EMMANUEL MAUREL

Mes chers camarades, c'est difficile de passer après ce que vient de dire Olivier parce que, en réalité, il met des mots sur un sentiment diffus qui nous concerne tous, et d'ailleurs, nous serons peut-être tous confrontés à la fois à la violence du choc électoral et aussi aux interrogations que cela suscite. Et il a raison d'ailleurs de souligner quelque chose dont je suis absolument certain : les électeurs socialistes, enfin nos électeurs, ne font absolument pas de différence entre des frondeurs, des pas frondeurs. Évidemment, nous sommes tous dans le même bateau. Oui, nous sommes tous dans le même bateau et c'est pour ça, et c'est légitime qu'il y ait un débat entre nous parce que, parce que nous sommes tous dans le même bateau, on est un certain nombre à se dire : *« Ce serait bien qu'on ne coule pas tous en même temps. »*

Donc, nous sommes tous dans le même bateau, et c'est ça qui doit un peu nous intéresser aujourd'hui, parce que moi, j'ai un sentiment un peu de gêne, depuis tout à l'heure. Sentiment de gêne que j'avais déjà quand on a discuté des États Généraux. C'est-à-dire : c'est intéressant, on débat de notre identité, on débat de méthodes pour relancer le parti, pour faire venir à nous des adhérents, et on a parfois quand même le sentiment que c'est comme si on regardait un peu ailleurs parce que pendant qu'on débat, qu'on s'interroge, qu'on pose des questions légitimes - s'interroger sur l'identité socialiste, c'est formidable, c'est légitime - mais pendant qu'il y a ce débat, nous gouvernons, nous faisons des choses, nous prenons des décisions, et il ne faudrait pas qu'on perde de vue, quand même, cette réalité de l'exercice du pouvoir et les questions que nous posent nos électeurs et les questions qu'on doit se poser aussi. Et c'est pour ça, moi je suis désolé, je vais revenir une nouvelle fois sur les textes qui sont en débat aujourd'hui avant les élections cantonales.

Parce que, bien sûr, des questions se posent, et pas seulement chez nos militants, mais chez nos électeurs. Moi, quand je lis le projet de loi de la loi dite Macron, ce n'est pas Macron, c'est une loi qui est déposée par le gouvernement donc il ne s'agit pas de lui, il s'agit de nous. Franchement, je me demande pourquoi. D'abord, pourquoi maintenant ? Qu'est-ce qui justifie, à quelques mois d'échéances difficiles, qu'est-ce qui justifie dans une situation de crise sociale, on sait très bien que les mesures qui sont là présentées, en aucun cas, n'auront un impact dans les trois mois, qu'est-ce qui... Pourquoi maintenant ? Pourquoi on fait ça maintenant ? Et je n'ai pas de réponse. Et quand je regarde ce qui est aujourd'hui avancé par les uns et les autres, je n'ai toujours pas la réponse. Ce que je sais en revanche, c'est que ce n'est pas un texte qui va mobiliser notre base sociale, mobiliser la gauche pour gagner les élections cantonales. Il pose un certain nombre de questions, pas seulement le travail du dimanche, parce qu'on aurait tort de se focaliser seulement sur le travail du dimanche. Dans ce texte, qui rappelle d'ailleurs d'autres textes, je pense notamment au rapport Attali qu'on avait beaucoup

critiqué à l'époque, on en reprend beaucoup aujourd'hui. C'est un texte qui pose des questions, j'ai envie de dire, idéologiques. Est-ce que nous, socialistes, nous sommes aujourd'hui convaincus, à rebours de tout ce que nous avons défendu pendant des années, que moins il y a de règles, moins il y a de réglementation, plus les énergies se libèrent et plus l'emploi se crée.

Moi, je ne le crois pas. Je ne crois pas qu'assouplir les conditions de travail du dimanche, assouplir les conditions de travail en soirée, assouplir et faciliter les procédures de licenciement, privatiser tel ou tel équipement public, ça va créer de la croissance. Je ne le crois pas. Et d'ailleurs, il n'y a pas d'études d'impact, ou d'études sérieuses qui, aujourd'hui, démontrent le contraire. Alors quoi ? Quel est le sens de cette loi ? Quel est le sens de ce texte ? J'ai le regret de dire que, à mon avis, il y a une grille de lecture idéologique. C'est une loi idéologique. Et parce que c'est une loi idéologique qui envoie un signal à je ne sais pas qui, vraisemblablement pas à notre électorat, vraisemblablement pas au peuple de gauche. À qui ? Je ne sais pas. Certains disent : *« Oui, mais c'est le gage qu'on doit donner à la commission européenne qui demande des réformes structurelles. »* Franchement, la commission ne demande même pas de réformes structurelles, elle n'en a pas le droit. Donc, on n'a pas à intégrer cette contrainte. D'autres disent : *« Oui, mais c'est normal, il faut que les socialistes montrent qu'ils sont passés à la modernité. »* Mais la modernité, ce n'est pas la dérégulation généralisée.

Donc, face à cette loi, et parce que moi j'ai envie qu'on gagne les élections cantonales, parce que moi j'ai envie qu'on gagne les élections régionales, parce que moi j'ai envie comme vous tous qu'on réussisse le quinquennat, je demande vraiment qu'on s'interroge sur la nécessité de faire ça maintenant, le sens, le bien-fondé de cette loi. Et parce que je ne suis pas convaincu, et je suis sûr que parmi vous beaucoup ne sont pas convaincus, je nous demande collectivement de prendre le temps de la réflexion, je nous demande collectivement de regarder si vraiment, maintenant, aujourd'hui, ces mesures-là qui sont dans le projet de loi, sont nécessaires. Je ne le crois pas, beaucoup de camarades ne le croient pas. Il est temps de faire marche arrière. Il est temps de faire marche arrière, non pas pour dire que tel ou tel camp a gagné mais parce que, collectivement, comme je disais tout à l'heure, nous sommes tous dans le même bateau, nous avons plutôt intérêt à réussir cette deuxième partie du quinquennat. Merci.

EDUARDO RIHAN-CYPEL

Chers amis, chers camarades, on aborde ce Conseil national à la veille des fêtes, à la veille de l'ouverture du processus de notre prochain Congrès de juin, et nous avons beaucoup de choses à aborder. Je viens simplement ici dire quelques mots, à la suite de ce qui a été dit au départ. Christophe Borgel a présenté la nouvelle organisation du parti. Ce sera l'architectonique de la raison purement socialiste pour les années à venir. Et c'est important parce qu'il n'y a pas d'idées, il n'y a pas de combats politiques possibles sans une organisation qui soit la plus à même en rapport avec la société, en rapport avec les institutions. Et nous avons changé la carte d'un certain nombre de niveau de collectivités, et nous avons besoin non seulement d'adapter l'organisation de notre formation en rapport à cela et en rapport aussi au changement de la société.

Il faut aller vers ce changement. Le changement est important parce que tout bouge, et ce ne sont pas des mouvements d'alternance, des mouvements constants dans lesquels il y aurait des changements de camp possibles. Je crois qu'il y a des bouleversements du temps, des bouleversements historiques, j'ai déjà eu l'occasion, y compris à cette même tribune, de le dire : tout change chez nous, tout change en Europe, tout change dans le monde, tout change dans les rapports de production, tout change dans le monde économique. Et la gauche et les socialistes doivent être au cœur de ces changements et s'adapter à ces changements, être adéquats et orienter la transformation du monde tel que nous avons.

Aujourd'hui, nous avons des difficultés majeures devant nous, et des choses se passent dans la société française. Et pour reprendre un mot de Michel Foucault qui, dans un célèbre cours au Collège de France en 1976, disait qu'il fallait défendre la société, je pense que nous, socialistes, nous devons retrouver la société. Et que les débats que nous allons désormais ouvrir entre nous doivent être en rapport avec la société. C'est là que les combats se passent. C'est dans ces mouvements perpétuels, et Olivier Girardin a raison de dire que la perte de sens, elle est globale. Mais elle est d'autant plus forte que nous n'apportons pas nous-mêmes du sens au combat qui est celui qui doit être des progressistes. Le combat de la gauche et des socialistes ne peut pas rester dans les conservatismes, tels que nous sommes aujourd'hui. Il faut le dire, il y a des conservatismes. Alors, rompre avec ces conservatismes, ça ne veut pas dire renoncer à nos valeurs. Je crois que c'est de pouvoir les retrouver. Et j'ai une seule crainte : c'est que les débats du Congrès ne soient pas maîtrisés, que les débats du Congrès soient davantage de faux débats que de vrais débats. Et si on veut effectivement être utiles, utiles d'abord à nous-mêmes, aux militants socialistes, à ceux que nous voudrons à l'avenir faire rejoindre les rangs du Parti socialiste, et y compris les gens des primaires… Il y a eu plus de 3,5 millions de personnes qui sont venues désigner le candidat à la présidence de la République. Pourquoi sommes-nous en incapacité de les retrouver ? Et je crois d'ailleurs qu'on n'est pas obligé simplement d'avoir un parti à 500 000 militants. On

doit aussi pouvoir retrouver des sympathisants qui doivent avoir un rôle, qui doivent pouvoir être remobilisés. On peut imaginer des structures qui les rassemblent. Et les enjeux de demain sont des enjeux où les débats du Congrès doivent servir les socialistes. Et si nous servons les socialistes, nous saurons servir les Français, et je crois qu'ils attendent de nous cette responsabilité. Alors mes amis, des vrais débats, assumons nos différences parce que le seul fait d'assumer nos différences permettra de nous rassembler le moment venu.

RÉMI DEMERSSEMAN

Mes camarades, nous sommes réunis pour évoquer un texte d'organisation de notre collectif politique, ce parti qui s'appelle Parti socialiste. Nous pouvons nous réjouir d'entamer ce travail après avoir lancé la réflexion sur nos valeurs. Nous enclenchons une dynamique positive dans une période difficile. C'est le meilleur moyen de permettre aux idées socialistes de continuer à être défendues en France. Car c'est l'essentiel de tout cela : les idées socialistes ont besoin de défenseurs écoutés, formés et informés. Si on veut réapprendre à conquérir le pouvoir, il faut réapprendre à écouter et à mobiliser les militants. C'est l'objet des modifications proposées.

De mai 2012 à mai 2014, le Parti socialiste a semblé être un soutien exclusif du gouvernement. Au plan national, comme dans la plupart des fédérations, des verrous ont été initiés par certains cadres comme pour garantir que le parti ne puisse pas être à l'origine d'une quelconque contestation des mesures gouvernementales. Ce faisant, les oppositions se sont radicalisées, puis structurées, pour aboutir à une émergence médiatique que le parti peine à contenir. En matière d'image, le résultat est l'exact inverse de celui espéré : multiplication des prises de position contraires au gouvernement, absence de défense structurée et argumentée des mesures économiques, fuites bruyantes des militantes et des élus, création de partis concurrents, etc.

Pour la fin du mandat, pour la préparation de la période 2017-2022, nous pouvons redonner de l'élan. S'il veut peser dans les prochaines échéances, le Parti socialiste doit être ce lieu de réflexion ouverte permettant l'émergence de propositions mais également le lien entre le gouvernement et la population, ce peuple de gauche en attente d'une écoute et de points de contact avec la politique décidée à l'Élysée ou à Matignon.
Les États Généraux du socialisme ont commencé à constituer en partie une réponse à cette attente. En partie uniquement parce que le résultat final de la semaine dernière n'est pas totalement à la hauteur de la dynamique enclenchée. Mais vous avez montré une nouvelle voie à suivre. Et à ce stade de mon intervention, je dois le préciser, je parle au nom des camarades de la motion 4 et de « Nouvelle voie socialiste ». Ces militants travaillent pour que progressent les idées de solidarité, de partage, de redistribution. Nous sommes convaincus que le socialisme se développera en acceptant la nécessité d'un nouveau modèle de développement économique, d'un éco-socialisme, d'un nouveau rapport au travail qu'il faut partager, comme il faut partager les richesses produites, et par un nouveau fonctionnement démocratique : une VI^{e} République en France, une Europe créée démocratiquement par des assemblées constituantes. Et nous sommes convaincus que cela passe par des pratiques nouvelles en politique, en commençant par ce Parti socialiste qui nous réunit ici aujourd'hui.

C'est pour ces raisons que nous sommes favorables à ce texte d'organisation. Ce texte à la volonté de mettre les militants au cœur du parti

et d'ouvrir le parti. Mais nous attirons votre attention sur le fait que ce changement, ce changement des pratiques, est un travail de longue haleine. Un texte ne suffit pas. Il faut se donner des moyens, de l'énergie. Tous les militants sont prêts à donner leur énergie. Jean-Christophe, tu le sais, nous t'avons fait 43 propositions, dont une très grande partie est reprise dans le texte qui nous est présenté aujourd'hui. Je te le redis Jean-Christophe : pour l'intérêt du parti, viens chercher les militants.

Pour réussir à relancer notre parti, conformément à ces excellentes propositions, il faut se donner des moyens financiers. La question des moyens financiers de cette organisation est à poser. Il faut également veiller à ne pas atomiser la fonction militante. Le militant doit pouvoir être un contre-pouvoir, l'atomisation peut lui nuire. Il reste enfin des points à faire évoluer, comme définir les droits des militants et le rapport avec les élus, comme appliquer réellement le non-cumul des mandats, un non-cumul choisi et non pas subi, et je parle du non-cumul dans le temps. Pour répondre à Christophe qui argumente à chaque fois que la non-préparation des successions oblige le parti à transgresser ses propres règles en n'imposant pas le non-cumul dans le temps, je dirais que si nous n'acceptons pas le non-cumul choisi par les militants en anticipant le renouvellement, nous aurons droit à un non-cumul subi en laissant à la droite, notamment, ou à l'extrême droite, les mandats d'élus concernés.

Et je terminerai en évoquant l'avenir de la gauche en France et l'importance de nos agissements actuels. Je sais ce que c'est d'être minoritaire, je ne le souhaite à personne, savoir que ses idées sont les bonnes et qu'elles ne sont pas entendues, savoir que ses propositions peuvent faire avancer la cause commune et ne pas pouvoir en convaincre le collectif, je ne le souhaite à personne. Je ne souhaite pas que la solidarité, le partage, l'équité, deviennent minoritaires en France. Alors, j'avais encore beaucoup de choses à dire parce que j'étais censé avoir sept minutes, mais pas de souci... Pour cela, je conclus, notre devoir d'hommes et de femmes engagés est le devoir de protéger les idées d'équité, de solidarité, de redistribution, de régulation par le collectif, de vraies idées de gauche. Et pour cela, il faut que vive la gauche. Alors je dis : vive la redistribution, vive la solidarité, vive le partage, vive la régulation par l'État, vive la démocratie, vive le Parti socialiste, et vive la gauche.

PHILIPPE ALLARD

Bonjour à tous, et à toutes. Chers camarades, très honnêtement, le travail que nous sommes en train de faire sur la réforme du fonctionnement du Parti socialiste, bien sûr, est nécessaire. Le problème que nous avons, dans notre Parti, mais malheureusement aussi dans beaucoup d'autres partis à gauche aussi, c'est qu'on sent un écart, on sent une distance qui est en train de se développer entre, d'un côté, les électeurs, et de l'autre, les partis politiques. Et donc, dans une démocratie, évidemment, c'est particulièrement grave. Et cette volonté aujourd'hui, qui est affichée par notre premier secrétaire, et je tiens à le féliciter parce que, souvent, on le dit, on l'a dit par le passé et puis, beaucoup de choses n'ont pas été faites, enfin, on prend les choses à bras le corps, avec tout son tempérament, avec à la fois son calme et sa détermination, donc, bravo, bravo pour la nécessité aujourd'hui enfin de parler de cette rénovation dans notre fonctionnement, avec des propositions qui semblent très très intéressantes.

D'ailleurs, c'est une nécessité et c'est une demande des militantes et des militants de notre parti, dans le cadre d'ailleurs de la motion 4, mais beaucoup plus large, parce que des militants venant de toutes les motions nous ont rejoints. On avait lancé d'ailleurs un texte écrit de façon participative par des militants, qui proposait dix propositions, justement, pour changer ce parti. Et ce texte qui avait circulé avait quand même recueilli 1500 signatures de militantes et de militants, et on voit très bien la volonté, aujourd'hui, de ces militant d'intervenir davantage, de participer davantage, d'être écoutés davantage, et c'est nécessaire. Oui, chers camarades, il est aujourd'hui important de changer, de changer le fonctionnement de notre parti et nous devons encore, peut-être, oser plus loin, plus vite, dans le cadre de cette réforme du parti. La première chose que je voudrais dire, c'est rénover, oui, mais aussi, il faut avoir la préoccupation importante de renouveler notre parti. Car moi, je parle avec des jeunes, je suis enseignant, je travaille dans le 19e arrondissement, je suis dans une France métissée, et c'est vrai que quand je viens au parti, je suis souvent surpris, à la fois par l'absence de cette jeunesse qui nous manque souvent dans les réunions, notamment dans les sections, et puis aussi par cette absence de cette France de couleur qui est pourtant notre richesse.

C'est très très important, chers camarades, car lorsque nous discutons, lorsque les témoignages remontent, lorsque nous débattons ensemble, s'il manque une partie des composantes de notre société pour développer nos débats, je pense que nous aurons du mal, ensuite, à pouvoir les formuler par rapport à la société. Et dans le cadre de ce renouvellement de notre parti, je me souviens que dans mes vieux cours d'histoire, dans le cadre de la Révolution française, l'assemblée constituante avait décidé, à la fin de son mandat, au moment où elle avait réussi à finaliser la Constitution, la première Constitution, au moment des élections législatives, elle avait dit : « *Nous allons décider d'un renouvellement total de nos instances.* » Total. L'ensemble des députés ont donc été renouvelés et ça a été une dynamique nouvelle.

Parfois, moi, je rêve peut-être qu'au sein de notre parti, nous acceptions, au niveau des instances nationales, au Bureau national notamment, et au secrétariat national, parce qu'on a besoin de faire entrer de nouvelles générations, qu'il y ait un renouvellement fort, puissant, qui permette de faire entrer de nouvelles générations et encore une fois, cette autre France, cette France si attachante, avec sa propre histoire, qui est trop souvent absente ici. Le renouvellement, c'est aussi et encore une fois, la parité, la parité jusqu'au bout, et je voudrais ici reprendre l'expression forte qu'avait lancé Claude Roiron au Bureau national en disant que le socialisme est un féminisme. C'est vrai qu'il faut encore travailler, c'est vrai que ce n'est pas symbolique que des tribunes soient paritaires parce que c'est aussi l'image de notre parti. Et donc, on voit qu'il y a encore beaucoup de changements, beaucoup de rénovations à réaliser dans notre parti. Donc, renouvellement de nos instances, ça me semble aujourd'hui essentiel.

Par rapport à ce qu'on a entendu tout à l'heure sur tous nos débats sur le dimanche, etc. Je pense qu'il y a toute une rhétorique qui a été faite. Encore une fois, on est tellement loin de la réalité du terrain. J'étais en train d'écouter ça tout à l'heure et je pensais à la discussion que j'avais eue avec un étudiant, un lycéen qui est obligé de travailler parce que ses parents sont dans une situation très, très compliquée, très, très difficile, et qui me disait que lui, il était obligé de travailler justement le dimanche et qu'il ne comprenait pas le débat actuel dans la gauche aujourd'hui. Et en fait... Je suis contre le travail du dimanche, ce n'est pas le problème, mais en même temps, ce que je veux vous faire comprendre, c'est qu'il faut à la fois que dans le discours que nous tenons, dans cet échange avec la société, on soit compris parce que si nous, on est dans des rhétoriques très belles, très généreuses, et que si sur le terrain, il n'y a pas de rapport, de relation, les gens vivent autre chose que ce que nous leur disons, je crois que nous serons en difficulté.

LAURA SLIMANI

Bonjour chers amis, chers camarades. D'abord, deux mots sur les élections départementales qui arrivent très vite, pour vous dire qu'il y a des candidats jeunes socialistes partout en France et que je remercie, au nom des jeunes socialistes, l'ensemble des sections, des camarades des sections qui ont fait confiance à des jeunes pour porter nos couleurs. Bien évidemment, c'est un petit peu plus facile sur ces élections-là, parce qu'il y a moins de monde qui veut y aller, mais on prend cette responsabilité très à cœur et nous irons à cette échéance avec beaucoup d'enthousiasme et de détermination comme ça nous sera extrêmement nécessaire.

Le deuxième élément, sur ces cantonales, ces départementales pardon, c'est que les jeunes socialistes sont en ce moment en campagne pour inciter les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. C'est la dernière campagne de ce type que nous aurons à mener avant le 31 décembre, puisque le gouvernement de Manuel Valls a annoncé le fait qu'aujourd'hui, à partir des prochaines élections, les jeunes et l'ensemble de la société pourront s'inscrire sur les listes électorales jusqu'à un mois avant le scrutin. C'était une revendication des jeunes et c'est une très bonne chose que la gauche l'ait fait.

Pour en venir maintenant au cœur de mon propos, vous savez peut-être qu'en ce moment, pour beaucoup de jeunes, c'est la période des partiels. Ça a été évoqué. Et effectivement, le dimanche, pour beaucoup de jeunes qui sont en formation et qui sont en période de partiels, on révise. Mais il y a des jeunes qui ne peuvent pas réviser le dimanche parce qu'ils travaillent, parce qu'ils sont obligés de se salarier, parce que, effectivement, ça a été souligné, ils n'ont pas les moyens de faire autrement. La question, c'est : est-ce que la gauche, elle renvoie cette responsabilité-là à ce lycéen - ça a été dit -, qui doit travailler le dimanche ? Ou est-ce que la gauche, elle a la responsabilité de faire en sorte que les lycéens et les étudiants, ils aient suffisamment de revenus, des conditions de vie suffisamment bonnes pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions, par exemple, en mettant une place une allocation d'autonomie universelle et individualisée comme elle est présente dans le programme du Parti socialiste ? Il me semble que c'est une perspective importante à placer dans ce débat-là et qu'on ne peut pas simplement s'en remettre au fait que certains jeunes doivent travailler et que, finalement, c'est comme ça, et que donc, on doit leur permettre de travailler, alors que la question que la gauche doit se poser, c'est avant tout celle de l'égalité des jeunes face aux études et face à leurs études.

Ce que je veux vous dire, c'est qu'il n'y a pas de liberté sans les règles qui garantissent l'égalité des jeunes et des autres face à leur liberté. Et ça tombe bien parce que, pour répondre à la précarité des salaires qui existe dans la grande distribution, qui est un vrai problème, pour répondre à cette précarité-là, il y a mieux que le travail le dimanche. Il y a la surtaxation des contrats précaires, qui a été votée par la gauche, qui a été inscrite à l'Accord

National Interprofessionnel, qui doit d'ailleurs être appliquée peut-être à l'intérim puisqu'il n'en fait pas partie et qu'aujourd'hui, il s'agit d'une grande partie des contrats précaires, notamment dans la grande distribution. Il y a la limitation du temps partiel à 24 heures par semaine, également présent dans l'ANI, qui n'est lui pas encore appliqué, mais qui doit l'être malgré la pression qui est mise aujourd'hui à la gauche sur ce débat-là par le MEDEF.

Il faut l'appliquer aussi parce que c'est une mesure féministe, quand 80 % des temps partiels sont aujourd'hui subis par des femmes, en France. Et tout ça, c'est la gauche au pouvoir qui l'a fait, moi j'en suis fière, et les jeunes socialistes en sont fiers, et nous pouvons en être fiers, il faut le défendre. Parce que ça donne du sens à ce qu'est être de gauche et à ce qu'est la gauche au pouvoir. Et donner du sens à ce qu'on fait, un rapport l'a encore démontré il y a quelques jours, c'est regarder et dire que la seule réforme qui a créé de l'emploi massivement ces trente dernières années, c'est la réduction du temps de travail, c'est la réforme des 35 heures. Et que si nous reprenons la marche de la réduction du temps de travail, chers camarades, non seulement nous créerons de l'emploi, non seulement nous donnerons des perspectives à ces jeunes qui aujourd'hui cherchent un emploi, mais surtout, nous créerons des emplois qui seront suffisamment rémunérés pour que ces jeunes et ces moins jeunes puissent demain, oui, avoir suffisamment de moyens pour se payer un ticket pour aller au cinéma, mais surtout, pour que ce ticket pour aller au cinéma, ils puissent l'utiliser le dimanche pour y aller avec leurs enfants, parce que c'est ça, le sens de la grande conquête de la gauche qu'a été celle du temps libéré.

HENRI WEBER

Chers camarades, la réorganisation de notre parti, c'est une question tout à fait décisive. L'organisation, bien évidemment, ce n'est pas une fin en soi. C'est un moyen au service d'un but, d'une fin. Et nous sommes rentrés dans une période d'adversité pour un certain temps. Dans cette période d'adversité, nous avons deux objectifs. Le premier est immédiat, c'est pour ça que nous nous organisons et que nous nous réorganisons. Le premier est immédiat : nous devons lutter contre la droite Thatchérienne et contre l'extrême-droite xénophobe et sociale-chauvine. Ça, c'est le premier objectif et c'est pour cela que nous devons nous organiser. Le deuxième objectif, c'est de préparer d'ores et déjà la reconquête. Nous avons perdu beaucoup de municipalités. Les camarades qui ont été battus sont déjà sur le terrain en train de préparer cette reconquête qui prendra du temps et ça, c'est le deuxième objectif à moyen terme. Et je crois que Christophe a eu tout à fait raison de signaler cet horizon.

Alors, nous savons que, pour ces objectifs, et pour quelques autres, rien ne remplace un dense réseau de militants formés, aguerris et organisés. Rien. Tous ceux qui font l'apologie des nouvelles méthodes et ainsi de suite, les nouvelles méthodes sont très utiles à la condition que ce soient des instruments dans cette optique. Et à cet égard, il y a deux points sur lesquels je voudrais insister et qui sont liés au rapport de Christophe Borgel. Le premier, c'est que nous devons renforcer notre force militante, c'est-à-dire mettre un terme à l'hémorragie des militants que nous subissons en ce moment, essayer d'y mettre un terme, et recruter. Nous sommes à l'abri d'un raz-de-marée de nouvelles adhésions. Mais en tous les cas, celles que nous faisons aujourd'hui sont de qualité. Ceux qui adhèrent au Parti socialiste quand il est dans la difficulté et l'adversité sont souvent des militants prometteurs. Donc, il faut aujourd'hui renforcer cette base militante. Pour cela, nous rentrons dans la phase du Congrès. Cette phase va faire du Parti socialiste le centre d'un débat public du plus haut intérêt, donc, va lui rendre de l'attractivité. Je conjure ceux qui participeront activement à ce débat et tous ceux-là sont dans cette salle, qu'ils veillent à ce que ces débats se fassent sans animosité, qu'ils soient approfondis, qu'ils soient sans concession et qu'ils soient fraternels parce que c'est comme ça qu'on retient aussi les militants. Si de l'animosité s'installe dans nos sections, ils préféreront rester devant leur télévision ou devant leur Internet sur les réseaux sociaux plutôt que de participer à des foires d'empoigne. C'est notre responsabilité collective.

Mon deuxième point prend dix secondes. Il y a un problème, il faut armer politiquement nos militants, nos sympathisants, nos électeurs. Nous disposons de matériaux nombreux et de grande qualité qui ne sont pas diffusés. Qui utilise ici la lettre du porte-parolat du gouvernement ? C'est un matériel de grande qualité. On peut ne pas être d'accord avec tout, mais il y a là tous les jours des arguments pour ceux qui nous combattent, de gauche comme de droite. Faites votre

marché, faites vos choix. Qui utilise le matériel des groupes parlementaires ? Qui utilise les argumentaires du parti lui-même ? Et il faudrait instituer une cellule du tac au tac. C'est pourquoi la numérisation de nos moyens est tellement importante et c'est pourquoi il faut voter d'enthousiasme le rapport de Christophe Borgel.

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES

INSCRIVEZ-VOUS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

En 2015, nous votons pour choisir nos élu-e-s dans les départements et les régions. Culture, solidarité, transports et formation professionnelle font partie des compétences des conseils départementaux et régionaux.

Pour voter, il faut être inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre 2014

Pour voter en 2015, il faut :
Être âgé-e de 18 ans ou plus
et bénéficier de la citoyenneté française ou européenne.

Se rendre dans sa mairie muni-e d'une pièce d'identité
et d'un justificatif de domicile
ou sur mon.service-public.fr

Effectuer ces démarches
avant le 31 décembre 2014.

REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE

❒ Je souhaite prendre contact avec les socialistes

❒ Je désire adhérer au Parti socialiste

❒ Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

Nom .....

Prénom .....

Email .....

Tél .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr – parti-socialiste.fr